

VOULOIR UN MONDE NOUVEAU, LE CONSTRUIRE AU QUOTIDIEN

INTRODUCTION

Nous avons une conviction : avec l'éclatement et l'aggravation de la crise financière mondiale depuis août 2007, avec l'amplification d'une crise globale, sociale, économique, écologique et politique de tout le système capitaliste mondialisé, le monde est à un tournant historique. Sans transformations d'ampleur, qui commencent à émanciper le monde des règles fondamentales du capitalisme, nous irons vers un enfoncement durable dans les crises et les régressions sociales. Le besoin de dépassement du système capitaliste, qui est le sens de notre engagement communiste, est conforté par cette situation.

Mais dans cette phase critique que traversent notre monde, notre pays confronté à la politique brutale de la droite et de Nicolas Sarkozy, les forces de gauche, notre propre parti ne relanceront pas un nouvel espoir de changement sans repenser les objectifs et le sens de ce changement dans les conditions du XXI^e siècle, sans inventer les voies et les moyens de ces transformations dans le monde tel qu'il est devenu. Bien des voix, bien des événements, bien des échecs subis nous invitent au renoncement. Ce n'est pas notre choix. Les potentiels d'émancipation sont réels. Si la situation est critique et comporte des dangers, paradoxalement, elle est également porteuse d'espoir. Mais nous sommes lucides : pour que la contestation du système capitaliste mondialisé et les tentatives pour s'en libérer remportent des succès significatifs et durables, il est nécessaire qu'une ambition politique collective, partagée dans notre société, s'affirme pour formuler un projet d'émancipation de notre époque, et que se construise dans les luttes le rassemblement des forces susceptibles de porter ce nouveau projet.

Le chantier est immense, mais il n'attend pas. Il y a urgence. Le peuple souffre durement de l'état du monde et de la politique mise en œuvre par Nicolas Sarkozy et le Medef. Il cherche à retrouver espoir en l'avenir sans avoir le sentiment que la politique lui permet aujourd'hui de trouver les réponses. Nous voulons contribuer, avec lui, à lever ces interrogations.

Nous, communistes, qui fondons notre engagement sur l'ambition de dépassement du système capitaliste et de toutes les aliénations du monde actuel, sommes à un moment charnière. L'enjeu est sans conteste d'entrer dans une nouvelle étape de notre histoire. Elle exige de donner au combat que nous menons une ambition et une intensité beaucoup plus grandes. Nous engageons donc avec ce congrès un important travail de refondation de nos analyses, de notre projet, de l'avenir de notre parti.

Nous sommes face à quatre défis :

- ✚ Nous avons changé de monde et d'époque. Nous vivons une mutation de civilisation, la crise de la mondialisation capitaliste s'amplifie, et tout cela change très profondément les conditions du combat que nous menons.
- ✚ La politique mise en œuvre depuis l'élection de Nicolas Sarkozy, qui amplifie avec violence le cours des politiques néolibérales menées dans notre pays depuis des années, fait mal à notre peuple, abîme notre pays et ses atouts, dégrade son rayonnement. L'avenir de la France est en jeu.
- ✚ La crise de la gauche s'aggrave. Elle n'offre pas de perspective de changement crédible, et la droite encourage son éclatement entre social-libéralisme et protestation sans projet pour qu'elle ne soit plus susceptible de lui disputer le pouvoir. Le risque existe de l'effacement de toute perspective de changement transformateur à vocation majoritaire.
- ✚ L'originalité du communisme français, conjuguant la critique globale du système et une visée de transformation sociale radicale, le souci du développement de luttes populaires et d'idées nouvelles de transformation, avec une ambition et une implication de changement immédiat, est plus nécessaire que jamais. Et pourtant, elle est menacée.

Nous voulons relever ces défis et nous en mesurons la difficulté. Nous ne le ferons pas seuls. Nous ne résoudrons pas tous les problèmes qui sont devant nous avec ce congrès, mais nous nous donnons un cap clair pour avancer et travailler : agir sans attendre pour construire un nouvel espoir avec toutes celles et ceux qui, comme nous, souhaitent ne pas se résigner au monde actuel et en France à la politique du pouvoir de droite en place ; engager le chantier de profondes transformations de notre parti pour qu'il devienne la force utile à ce projet.

UNE NOUVELLE EPOQUE, UN AUTRE MONDE UNE CRISE MAJEURE DU CAPITALISME

Le monde dans lequel nous vivons désormais appelle-t-il et permet-il encore la mise en oeuvre d'un projet de changement réel dans notre pays ? De la réponse apportée à cette question dépend en grande partie la crédibilité du combat que nous menons. Or, si chaque individu a conscience que son avenir dépend peu ou prou de ce qu'on appelle la mondialisation, celle-ci est majoritairement vécue comme un obstacle majeur à un tel projet de changement. C'est l'une des principales difficultés auxquelles nous nous heurtons.

La mondialisation, qui est devenue notre quotidien, qui fait la réalité durable de notre monde, peut effrayer ou donner espoir. Elle ne ferme pas la porte à des changements émancipateurs. Au contraire, elle peut être un facteur de progrès immense, de mise en commun inédite pour l'humanité et la planète. Le processus de mondialisation actuel a été et demeure piloté par les exigences d'un capitalisme financier et ultralibéral qui soumet la nature et toutes les activités humaines, le vivant lui-même, à la recherche exclusive du profit. C'est l'obstacle à lever.

Nous puisons aujourd'hui dans une analyse renouvelée et actualisée de l'état du monde la conviction qu'un autre mode de développement, une autre conception du développement humain, un autre mode de production que celui du capitalisme sont nécessaires et possibles. Il s'agit d'aller vers une transformation sociale et sociétale radicale. Mais les combats à mener doivent partir des réalités d'aujourd'hui, non d'un monde qui a vécu.

Nous avons changé d'époque et sommes entrés dans une véritable mutation de civilisation. Nous vivons un état du monde en transformation permanente, très instable, une nouvelle phase du capitalisme et une nouvelle période historique marquée par une accumulation de crises et de processus de transformations dans tous les domaines qui sont autant de défis pour le monde et pour l'humanité. Ne pas le voir, se tromper d'époque, c'est apparaître, même à notre corps défendant, comme les défenseurs des acquis d'un monde perdu, plutôt que comme les porteurs des potentiels du monde nouveau qui cherche à se construire. C'est surtout ne pas agir sur les bons leviers, les lieux de pouvoir qui décident réellement de l'avenir, les représentations qui façonnent les consciences.

Il nous faut mesurer l'ampleur et la nature des défis auxquels les peuples sont aujourd'hui confrontés et contribuer aux réponses politiques nécessaires face aux grands enjeux planétaires indissociables de la paix et la sécurité, de la démocratie, du développement durable et solidaire de la planète

Les dimensions européennes et mondiales des luttes et du projet politique dont nous voulons être porteurs sont devenues déterminantes. Nous vivons un monde dans lequel il n'y a pas de solution émancipatrice durable sans solidarités et coopérations dans tous les domaines, sans rapprochement entre les peuples, contre un capitalisme mondialisé qui les divise et qui les oppose.

Comprendre le monde dans lequel nous vivons est essentiel pour forger une conscience de classe de notre temps ainsi que des repères idéologiques et politiques qui permettent d'analyser ce monde nouveau et d'agir en connaissance de cause.

Quels sont, à grands traits, quelques-uns des enjeux de ce nouvel état du monde ?

Une crise historique du capitalisme

C'est une crise mondiale du système capitaliste qui a éclaté après des années de maturation et d'aggravation. Avec la crise financière de 2007/2008 et son développement en crise sociale et économique, avec la crise écologique, le monde est à un tournant historique. L'enjeu n'est pas la moralisation du capitalisme ou la simple régulation des marchés mais la mise en cause des règles fondamentales du système capitaliste et l'émancipation de ces règles par des transformations profondes, en s'appuyant sur la montée des revendications sociales, des exigences d'interventions publiques et des aspirations au changement. Le besoin d'un dépassement du capitalisme gagne en crédibilité. Dans ce nouveau contexte, l'apport de fonds publics massifs pour sauver les banques, sans avancer d'autres dispositifs de crédit pour le progrès social est fortement dénoncé, comme la logique de rentabilité financière poussée à son paroxysme, et comme l'absence de réponse à l'urgence écologique.

Cette crise met en lumière la sauvagerie du règne de l'argent, du capitalisme, d'un système qui ne vit que pour le profit, qui exploite sans états d'âme, qui pille et gaspille les ressources de notre planète sans se soucier des générations à venir, ni même du devenir de l'espèce humaine.

Jamais le capitalisme ne s'est autant trouvé sur la sellette. Jamais, même parmi ses défenseurs les plus ardents, ne se sont entendus autant de voix pour affirmer qu'il est impossible de continuer comme ça. Ainsi s'ouvre une période d'intenses débats et combats politiques. La crise du capitalisme qui secoue le monde débouche sur une phase politique nouvelle.

Cette crise systémique bouleverse toutes les situations. Elle peut avoir des conséquences considérables et pour une part imprévisibles. Les souffrances et les peurs qu'elle engendre peuvent pousser au pire, à des réponses autoritaires et populistes.

Mais cette situation nouvelle peut permettre une profonde politisation populaire. Des centaines de milliers de femmes et d'hommes peuvent s'organiser pour combattre ensemble. Des millions de salarié-e-s, de citoyen-ne-s peuvent se retrouver, dans la rue et dans les urnes, pour créer les conditions d'une véritable alternative politique de progrès social et humain.

L'enjeu est plus que jamais celui du dépassement du capitalisme, de l'action et des rassemblements, pour en faire reculer ses logiques et ses pouvoirs, avec le monde du travail et de la création, avec les peuples. Une nouvelle phase dans l'histoire politique de notre pays peut s'ouvrir. Rien n'est donné d'avance mais nous devons tout faire pour y contribuer. C'est une autre page de la lutte de classe qui s'ouvre en France, en Europe et dans le monde.

Nouvelle phase de la mondialisation capitaliste.

La domination capitaliste s'intensifie et s'étend à toute la planète, à tous les champs d'activité humaine. La libre circulation des capitaux a permis la mondialisation d'un capitalisme financiarisé à outrance, piloté par l'exigence de rendements financiers exorbitants, poussant à la surexploitation des mains-d'œuvre, à leur mise en concurrence exacerbée, à un productivisme sans limite. La déréglementation financière et commerciale a poussé un ultralibéralisme forcené des échanges, une mondialisation des processus mêmes de production, au service des plus grands groupes capitalistes transnationaux. Elle pousse à la marchandisation de toutes les activités humaines, à une mise en concurrence planétaire, à la déstabilisation et à la précarisation des salariés, à la privatisation des services publics, à la diminution drastique des dépenses sociales, au recul des souverainetés économiques et alimentaires, à un pillage intensifié des ressources naturelles en particulier au Sud et en Afrique... mais aussi à une interdépendance accrue de toutes les économies. Les grandes organisations internationales, comme le FMI, la Banque mondiale, l'OMC, instruments de ces processus de domination, ou des instances comme le G8 ou le G20, sont de plus en plus en contradiction avec les besoins des peuples et les exigences du développement.

Cette mondialisation sous domination capitaliste creuse des inégalités redoutables entre pays et régions du monde, comme au sein de chaque pays. La contre-offensive néo-libérale, qui a pris forme dans les années 80 et 90, doit faire face à une critique grandissante de la domination des marchés et des institutions chargées de les « réguler ». Elle génère des ravages sociaux, écologiques et sociétaux grandissants, des contradictions explosives et des inquiétudes sur le devenir même de la planète. D'autant que le fait nouveau de ces dernières années est l'enchaînement des crises, financière, énergétique, environnementale, alimentaire, agricole, avec la résurgence d'« émeutes de la faim », affirmant et amplifiant une crise systémique de longue durée, une crise du mode de production, de consommation et du type de développement. Des centaines de millions d'êtres humains sont ainsi privés de droits essentiels à la vie. Face aux nouveaux défis de l'humanité, le mode de développement capitaliste éprouve les limites historiques de son efficacité. Le capitalisme présentait sa globalisation comme la fin de l'histoire. Mais l'avenir du développement humain appelle son dépassement.

L'avenir de la France en jeu.

Dans ce processus de mise en concurrence à l'échelle du monde, l'avenir de la France est doublement mis en jeu : parce que des conquêtes sociales, démocratiques, culturelles, marquantes de son histoire, empreintes des valeurs fondatrices de notre République (liberté, égalité, fraternité) sont menacées d'être mises en pièces alors qu'elles constituent autant d'avancées de civilisation ; parce que les forces capitalistes de notre pays ont décidé non plus de composer avec ces acquis mais de tourner la page et de les liquider pour se jeter à corps perdu dans la compétition capitaliste mondialisée. La politique de Nicolas Sarkozy marque de ce point de vue une accélération brutale, des ruptures sans précédent. Code du travail, Sécurité sociale, services publics, école publique, enseignement supérieur et recherche publique, laïcité, libertés publiques, création culturelle, institutions républicaines, ouverture au monde... Tout ce qui fonde une conception progressiste de la nation française, son originalité, sa laïcité, son principe de citoyenneté, est sur la sellette. Le patronat prétend réduire à néant les droits issus, en 1945, du programme du Conseil national de la Résistance. L'avenir de la France est aussi en question dans la crise très profonde qui est celle de toute la construction européenne, crise de projet, de confiance et de crédibilité.

La politique du gouvernement et du Président de la République aggrave la crise et ses conséquences déjà dévastatrices pour l'économie et pour notre peuple: plans de licenciements massifs, mise au chômage technique, pression sur les salaires, mise en cause généralisée des droits... Cette politique aggrave les souffrances sociales provoquées par la perte de l'emploi, l'affaiblissement du pouvoir d'achat, l'angoisse du lendemain, la précarité, la peur de l'exclusion, qui n'épargnent aucune catégorie sociale, mais aussi la pression patronale et la mise en concurrence au travail.

La vulnérabilité du monde du travail, des familles populaires augmente avec la mise en cause des protections sociales, des services publics, des systèmes éducatifs et de santé, avec des mesures de régression comme le travail du dimanche, la retraite à 70 ans, le projet de privatisation de La Poste... Pour pouvoir continuer des « réformes » qui sont autant d'agression sociale, tout est fait pour tenter de légitimer une société de concurrence systématique, de compétition au détriment des plus faibles, d'individualisme forcené, de contrôle sécuritaire maximum et d'arbitraire. La prison à 12 ans, les chiens policiers et la fouille au corps dans une salle de classe, le traitement du délit comme un fait de terrorisme, la criminalisation des immigrés... jusqu'à la conception répressive de l'hôpital psychiatrique... ce sont les fondements de notre démocratie qui sont en danger. La bataille politique pour les libertés, pour des institutions garantissant le respect des principes de l'Etat de droit, pour l'émancipation citoyenne et les droits humains -qu'il s'agisse des droits civils et politiques, des droits sociaux et culturels- devient primordiale.

Ce sont non seulement les couches populaires, mais la grande majorité de la population qui est en effet frappée ou menacée par cette politique réactionnaire, par l'insécurité sociale, par des choix économiques qui affaiblissent notre pays. Les grands groupes français ou transnationaux détruisent plus qu'ils ne contribuent au développement de l'industrie, de l'emploi et de la ressource fiscale en France, fondant à l'instar des groupes transnationaux leurs stratégies financières sur la mise en concurrence des territoires, le pompage des aides publiques, des fiscalités à bas coût qui asphyxient nos finances publiques.

De plus en plus, l'Etat se désengage de ses missions de services publics essentielles tout en asphyxiant fiscalement les collectivités locales.

Ces politiques et ces stratégies tournent le dos au développement national, à la construction d'une Europe de progrès, à l'atout que pourrait justement représenter l'engagement de notre pays dans un mouvement de transformation sociale à l'échelle européenne et mondiale.

Révolution informationnelle, révolution des connaissances.

Révolution informationnelle, biogénétique, nanotechnologies... La croissance exponentielle des nouvelles technologies de l'information et de la communication, leur diffusion dans la société, le nouvel âge dans lequel sont entrées les connaissances bouleversent notre quotidien. Ces révolutions accroissent de façon spectaculaire les capacités d'expression et de création des êtres humains, qui n'ont jamais eu autant de possibilités d'agir sur leur milieu de vie, pour le meilleur comme pour le pire. Les problèmes éthiques soulevés, les choix de civilisation sont considérables. Il est indispensable d'analyser le sens et les conséquences de cette révolution informationnelle. Elle pousse au développement de la formation et de la recherche. L'accélération de ces changements, en effet, bouleverse en continu le travail, les technologies, les sciences, les produits, la consommation, les rapports au territoire et à la nature, change la structure, l'organisation, la localisation des activités salariées, déplaçant le centre de gravité des chaînes de fabrication vers les bureaux d'étude. La création de richesse dépend de plus en plus de l'appropriation des connaissances, des savoirs, des compétences. Cette révolution, qui touche au rapport du capital et du travail, transforme les rapports dans la production, les rapports sociaux, en appelle de nouveaux. Elle pousse à une extension qualitative des libertés et des droits humains alors que le capitalisme cherche à criminaliser les mouvements sociaux, l'action syndicale et politique.

Avec ces révolutions, les besoins et les possibilités d'intervention et d'association des producteurs que sont les salariés sont plus grands que jamais. Ces activités informationnelles accroissent les exigences de partage, ouvrent des champs immenses à la diffusion de l'information, au développement et à la mise en commun des capacités créatrices des salariés et des individus, ce que Bill Gates nomme avec mépris le « communisme informationnel ». Cela exacerbe les antagonismes capitalistes, en créant des conditions objectives de son dépassement. Mais le capitalisme, lui, veut exploiter cette révolution dans le seul but d'accroître la rentabilité financière des capitaux. Il organise le partage des savoirs sous le contrôle des multinationales pour faire « rendre plus de valeur aux actionnaires ». Il cherche à mettre la main sur tous les médias. Il capte et asservit les intelligences sans diffuser les pouvoirs. Il bride, verrouille, domine, contrôle, instaure les péages, marchandise. Le partage et la mise en commun de ces potentiels contre leur confiscation capitaliste est un des grands enjeux du XXI^{ème} siècle, pour des sociétés du savoir partagé.

Un salariat mondial en plein bouleversement.

Les transformations du capitalisme étendent le champ des dominations de l'exploitation et des atteintes au droit comme le droit du travail et les droits syndicaux. Mais elle élargit aussi celui des résistances. Le mouvement de « salarisation » des populations actives se généralise à tous les pays. Ce mouvement est marqué par de profondes contradictions. La crise du travail, de sa finalité est une dimension importante, notamment dans des pays comme le nôtre, où la financiarisation malmène l'entreprise et le travail, où l'intensification de l'exploitation provoque des souffrances grandissantes, une augmentation des accidents du travail, des maladies professionnelles et des suicides. Cela s'oppose aux potentiels de rapprochement

des salariés, à leurs aspirations croissantes à se voir reconnaître l'utilité sociale de leur travail, à s'émanciper dans le travail, à pouvoir maîtriser celui-ci, notamment dans son organisation. Cela suppose aussi la prise en compte de leurs aspirations à être justement payés, à être respectés, à intervenir dans les gestions, à évoluer, à se former, à bénéficier de temps libre, à s'épanouir, se cultiver.

Face à la crise, pour maintenir les dividendes à un niveau élevé, ce sont les salariés, leurs revenus, leurs emplois, leurs outils de travail qui sont visés.

Si des luttes sociales et politiques mettant en cause les conditions de l'exploitation capitaliste mondialisée se développent dans de nombreuses régions de la planète, si la formule « prolétaires de tous les pays, unissez-vous » n'a jamais été autant d'actualité, le capital a beaucoup d'avance sur les salariés en la matière. La mise en concurrence, le chômage, la précarisation, l'instrumentalisation de l'immigration qui accompagnent l'extension du salariat constituent de puissants facteurs de division des milieux populaires. La conscience des intérêts collectifs recule ou se cherche face à des puissances capitalistes qui en se mondialisant semblent s'être mises hors de portée des luttes, d'autant plus que les convergences internationales, même européennes, demeurent balbutiantes. Le rejet de la mondialisation peut fort bien aller de pair dans ces conditions avec le développement de comportements individualistes ou catégoriels, de nationalismes ou de communautarismes qui apparaissent faute de mieux comme la seule manière de se protéger et de ne pas perdre ses acquis ou ses valeurs dans la compétition mondiale. La période dans laquelle nous sommes entrés nécessite donc un énorme travail politique et idéologique de mobilisation et de solidarisation des salariés et des peuples notamment avec les migrants. L'exigence de régularisation des sans-papiers fait partie de notre combat.

Une crise très profonde des modes de développement.

Notre époque est aussi celle d'une prise de conscience que l'avenir même de la planète est menacé si on continue comme cela. Un productivisme aveugle, obéissant prioritairement aux lois du profit, gaspille les ressources naturelles, met gravement en cause les équilibres naturels, les écosystèmes et la biodiversité. Il est aujourd'hui responsable d'une augmentation considérable des émissions de gaz à effet de serre. La réponse à la crise énergétique est devenue un enjeu majeur pour l'avenir. Les désastres climatiques touchent d'abord les plus pauvres de la planète. Le pillage des ressources naturelles qui s'est accéléré ces dernières décennies aiguise les conflits pour leur appropriation. Crises sociale, financière, écologique, crises du travail, de l'emploi, de l'énergie, de l'eau, de l'alimentation, de la consommation, crises démographique, urbaine, démocratique s'aggravent et se nourrissent les unes les autres. Le capitalisme les instrumentalise à son profit. Une conviction s'affirme que ces crises appellent d'autres avancées de civilisation, qui non seulement remettent en cause les modes de production et d'échange capitalistes, la financiarisation de l'économie, la recherche effrénée du profit, mais au-delà l'ensemble des rapports de domination, d'exploitation et d'aliénation qui gouvernent le monde, les êtres humains et la nature depuis des millénaires.

Il s'agit d'inventer un mode de développement humain durable, non productiviste, non consumériste, préservant la planète pour notre génération et celles qui viennent tout en maintenant et en poursuivant l'ambition d'égalité et de justice dans la réponse aux besoins sociaux. Le capitalisme n'est pas ce système d'avenir. Il est incapable de répondre aux besoins de l'humanité et de protéger le devenir de la planète. Le temps court des profits est incompatible avec le temps long des écosystèmes. Le dépassement de la crise écologique devient un élément majeur de la transformation sociale et du développement humain.

Révolution des consciences et nouveau rapport au monde.

Dans la mondialisation, les rapports au temps et à l'espace se transforment. Les migrations humaines s'amplifient, favorisant le brassage des cultures mais aussi le choc des inégalités. Les forces capitalistes s'emploient à imposer leur vision du monde et leurs valeurs. La mondialisation a pris des formes d'« occidentalisation » du monde avec des stratégies et des processus néo-impérialistes d'hégémonie économique, sociale, culturelle, idéologique.

Une culture de guerre permanente, la fameuse thèse du « choc des civilisations », avec en effet miroir l'irruption d'intégrismes et de fondamentalismes instrumentalisant les questions des identités, des religions, nourrissent des thèses d'extrême droite, de prétendues oppositions civilisationnelles entre des « communautés » présentées comme antagoniques, avec comme corollaire des reculs de la démocratie et des valeurs universelles d'émancipation humaine, un refus mutuel de la reconnaissance légitime de la diversité culturelle et au bout du compte d'une communauté de destin pour des avancées communes de civilisation.

Malgré cela, l'aspiration à des valeurs de progrès et de solidarité a cependant résisté et de nouvelles aspirations à l'émancipation ont émergé. La conscience sociale de l'unicité du monde a véritablement progressé.

Dans ce chahut des consciences, des sentiments très contradictoires cohabitent, d'autant que d'autres interrogations essentielles ont surgi sur la responsabilité humaine dans le devenir de notre civilisation : sur la notion de progrès, sur le travail, sur la place de l'individu, sur les enjeux éthiques, démocratiques, sociaux, écologiques, culturels et scientifiques : un nouvel universalisme perce dans la mondialisation.

Nouvelles conflictualités.

Nous vivons un état du monde issu d'une transformation radicale du système des relations internationales depuis la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'Union soviétique il y a quelque vingt ans. Les Etats-Unis ont cherché une hégémonie sans rival dans une logique de guerre permanente – dite « guerre contre le terrorisme » - qui a pris toute sa dimension après le 11 septembre 2001. Mais cette stratégie néo-impérialiste, qui se heurte aux réalités d'un monde beaucoup plus complexe que la rhétorique idéologique utilisée par George Bush et son administration, a débouché sur un fiasco et un désastre humain et social en Irak et en Afghanistan. Elle nourrit une impasse dramatique dans le conflit israélo-palestinien où l'injustice choquante subie par le peuple palestinien alimente les tensions dans toute la région et au-delà. L'impasse dramatique atteinte dans ce conflit suscite une profonde inquiétude. La France et l'Union européenne doivent s'engager résolument pour obtenir d'Israël, l'application des résolutions de l'ONU, la fin de l'occupation, le démantèlement des colonies et un règlement politique dans la justice, le droit et dans la sécurité pour tous. Sans une solution de cette nature aboutissant à la création d'un Etat palestinien souverain à côté de l'Etat d'Israël, c'est la paix et la sécurité au Proche-Orient et en Méditerranée qui restent sérieusement menacées. L'idée d'une Union pour la Méditerranée rapprochant les peuples dans une véritable coopération ne peut sérieusement voir le jour, à l'inverse du projet de N. Sarkozy, sans des avancées décisives sur la question de Palestine.

La confrontation russo-américaine dans le Caucase a brutalement exacerbé les tensions en aggravant les risques pour la sécurité internationale. Cette situation inédite depuis la fin de la guerre froide rappelle l'importance d'une mobilisation politique et citoyenne pour la paix à la hauteur des dangers et des nouveaux enjeux.

La volonté des Etats-Unis d'élargir l'OTAN à l'Ukraine et à la Géorgie, d'étendre leur influence et leur domination en Europe centrale, avec l'installation d'un système d'armes anti-missiles sophistiqué en Pologne et en République tchèque, encourage la militarisation, l'escalade militaire en Europe et les tensions internationales.

Le 60^{ème} anniversaire de l'OTAN sera l'occasion d'initiatives internationales contre la guerre, contre la thèse dangereuse et manichéenne de la « guerre des civilisations », contre les politiques militaires et nucléaires agressives de l'OTAN, pour un monde de justice et de paix. Notre parti s'engage pleinement au succès de ces initiatives qui seront des moments privilégiés de mobilisation populaire pour le retrait des troupes d'Afghanistan et la reconstruction de ce pays, pour le désarmement concernant le nucléaire et tous les types d'armes, pour la diminution des budgets militaires, pour le respect du droit des peuples et de leur dignité. Cette exigence signifie notamment la fermeture du camp de Guantanamo et le bannissement de toutes les pratiques illégitimes de ce type prises en violation des droits élémentaires de la personne et du droit international. Nous agissons pour que la France renonce à son intégration dans le commandement militaire de l'OTAN et contribue elle-même à un nouvel ordre de sécurité préventive et collective en Europe et dans le monde, par le désarmement, la résolution des conflits, la dissolution de l'OTAN. Le combat pour la paix reste plus que jamais un enjeu décisif avec le refus des politiques de puissance alimentées par la course aux matières premières et aux ressources énergétiques.

Dans ce monde où les dépenses militaires atteignent à nouveau des chiffres records, les Etats-Unis restent dominants, mais, en dépit d'une puissance inégalée, ils ne sont plus en capacité de maîtriser à leur guise les relations internationales. Aussi, ils essayent comme jamais d'embarquer les puissances moyennes, comme celles de l'Union européenne, sous l'étendard de l'OTAN, dans leur logique de guerre prédatrice et néo-impérialiste.

En même temps, de nouvelles puissances riches de milliards d'êtres humains et de très anciennes civilisations, Chine, Inde, Brésil, Russie... émergent ou réémergent. Les choix politiques économiques, écologiques de ces Etats-continent pèseront très lourd sur l'avenir de la planète. L'hégémonie occidentale dans l'histoire du capitalisme est en question. Même profondément déstructurés par la poussée du capitalisme néo-libéral et par la poursuite du pillage de leurs richesses, les pays d'Afrique contestent désormais les relations de domination qui les étouffent. En Amérique latine, les changements politiques expriment des résistances croissantes et collectives à l'hégémonie des Etats-Unis.

Aux anciennes oppositions Est-Ouest et Nord-Sud, succède une autre configuration mondiale marquée par l'exacerbation des concurrences, des contradictions et des rivalités de puissances entre capitalismes, par des tensions protectionnistes, des nationalismes, des guerres économiques violentes, des conflits politico-

religieux, des guerres civiles dans des Etats déliquescents, des terrorismes... Le nouvel état du monde a produit une véritable mutation de la conflictualité internationale.

Au cœur des désordres de ce nouveau monde, l'Union européenne devient un enjeu essentiel, et c'est notamment faute de refonder démocratiquement son projet et ses relations au reste du monde, qu'elle connaît une crise qui ne cesse de s'aggraver.

Son modèle néo-libéral, sa carence démocratique, sa volonté d'alignement sur les choix essentiels de l'OTAN l'ont conduite à une crise structurelle, à une crise de légitimité profonde auprès des peuples européens. Ses dirigeants s'acharnent pourtant à vouloir continuer dans la même voie malgré un NON majoritaire lors de 3 référendum populaires. Ils cherchent à imposer l'application du Traité de Lisbonne alors que celui-ci est caduc.

Face à leurs propres contradictions et face à la récession économique qui arrive, les dirigeants européens, présidés par la France, sont même dans l'incapacité d'appliquer les fonctionnements institutionnels qu'ils se sont donnés.

L'exigence d'une bataille au quotidien pour imposer des changements, pour refonder une construction européenne correspondant aux intérêts des peuples se fait particulièrement pressante en France et dans tous les pays européens où des luttes et des mouvements sociaux -comme en Grèce en décembre 2008- expriment l'urgence d'alternatives démocratiques, sociales, écologiques et pacifiques.

Paix, sécurité et développement sont donc aujourd'hui des défis planétaires qui ont partie liée. Tout commande d'agir tout à la fois pour favoriser les conditions d'une maîtrise démocratique, publique et multilatérale du développement sur le plan mondial, pour rendre les ressources naturelles bien commun de l'humanité, pour relancer vraiment le désarmement, pour réunir les conditions sociales qui rendront solides la sécurité, la paix et le développement durable, pour obtenir des changements profonds des politiques et de la conception de l'Union européenne.

Des conditions de luttes sociales et politiques transformées.

Dans ce processus extraordinairement contradictoire qu'est la mondialisation, la bataille fait donc rage en tous domaines pour faire prévaloir ou bien des logiques de dominations renforcées, ou bien des issues d'émancipation. Le cours de la mondialisation n'est pas joué pour toujours, mais les conditions du rassemblement de celles et ceux qui ont intérêt à se libérer des rapports d'exploitation sont transformées.

La crise du système capitaliste et la mise en échec des politiques de puissance néo-impérialiste au Proche-Orient et en Asie -où les conflits s'exacerbent dangereusement- n'empêchent pas la mise en oeuvre de stratégies d'exploitation et de dominations impériales aggravées. Le capitalisme cherche à profiter du choc de sa crise pour imposer, dans une formidable bataille idéologique, de brutales régressions sociales, des politiques néo-libérales renforcées et logiques de guerre réadaptées. Mais le contexte dans lequel s'appliquent ces politiques n'est plus le même. La bourse et les spéculateurs, les dogmes du néo-libéralisme et l'obsession du marché sont discrédités. Les logiques de guerre sont largement rejetées.

Le capitalisme lui-même est mis en cause. L'inquiétude grandit mais la confiance est profondément ébranlée. La colère, les revendications, les luttes se développent contre les effets ravageurs du capitalisme et du néo-libéralisme.

Aux Etats-Unis, la victoire de Barack Obama est une défaite sévère du néo-conservatisme réactionnaire et belliciste de G. Bush. Cette élection, quels que soient les préoccupations pour l'avenir et les choix de la prochaine administration des Etats-Unis, est un événement qui a suscité l'espoir de toutes celles et ceux qui agissent contre le racisme et les discriminations. Elle témoigne des énormes attentes populaires, sociales et démocratiques qui marquent la société aux Etats-Unis comme dans la plupart des autres pays capitalistes développés. Cette situation nouvelle et complexe sollicite la vigilance des progressistes américains qui ont toute notre solidarité.

Nous vivons une nouvelle étape dans un mouvement de contestation populaire grandissante face aux dégâts du capitalisme financiarisé et mondialisé. Les luttes qui se développent sont souvent importantes. Comme pour le CPE en France, elles connaissent de premiers succès significatifs. De nouvelles perspectives et volontés de lutte se concrétisent avec la création de la Confédération syndicale internationale (CSI), notamment à l'occasion d'une journée mondiale de luttes (7-10-2008) revendiquant le travail décent pour l'ensemble des travailleurs du monde. Le rejet croissant de la mondialisation capitaliste pousse partout à des mobilisations, au besoin de résistances et de solutions politiques, à des solidarités nouvelles. Les NON français, néerlandais et irlandais en Europe en témoignent.

En réalité, tout montre qu'avec les politiques et les stratégies mises en oeuvre et leurs conséquences, le capitalisme et ses modes de gestion parviennent à des contradictions aiguës, des limites. On touche à l'ingérable et à l'insupportable.

En Amérique latine, ces limites ont été atteintes voici déjà une dizaine d'années sur ce continent martyrisé hier par quelque deux décennies de dictatures, traité comme champ d'expérimentation de politiques ultra-libérales dévastatrices, étranglé par la dette. Les peuples latino-américains, avec l'émergence de nouvelles forces politiques et sociales, ont imposé, chacun à leur façon, dans leur contexte national, des changements politiques de grande portée, des transformations institutionnelles, sociales et économiques visant la justice et la protection sociale, l'extension de la démocratie et de l'intervention citoyenne, la réaffirmation de leur souveraineté, la récupération de leurs ressources nationales, le refus des ingérences de Washington et l'unité de l'ensemble des peuples d'Amérique latine, fondée sur les convergences et la coopération régionale. Qu'elles se réclament de la gauche, de l'exigence démocratique ou du socialisme du 21^{ème} siècle, ces expériences traduisent une aspiration populaire profonde à la dignité, à l'égalité, à la liberté.

Le Parti communiste français affirme sa solidarité avec l'ensemble des expériences progressistes latino-américaines, notamment avec Cuba et le peuple cubain qui affronte depuis près d'un demi siècle l'ingérence des Etats-Unis et un blocus illégitime dont l'ONU demande la levée depuis 1992.

En Afrique, on a vu une résistance inédite des pays du continent contre la politique néo-libérale et dominante de l'Union européenne alors que cette politique aggrave la pauvreté, les inégalités, les tensions et les crises. Les aspirations démocratiques, le besoin de sécurité et de paix, l'exigence du développement dans toutes ses dimensions sociales, économiques, culturelles... la mise en cause des pratiques néo-coloniales et des dominations conduisent de plus en plus à des rejets des politiques néo-libérales et de libre-échange sans limite, imposées notamment par les institutions financières internationales. Face à la crise alimentaire, des mobilisations populaires ont témoigné de ces résistances nouvelles.

La France doit changer radicalement de politique en Afrique. Elle doit, avec l'Union européenne, favoriser en particulier de véritables coopérations respectant les souverainetés, aidant à la solution des conflits, contribuant à la réalisation des Objectifs du Millénaire de l'ONU pour diminuer la pauvreté par deux d'ici 2015.

En Europe et sur les autres continents, le besoin d'alternatives et de changements démocratiques se fait sentir avec insistance sans pour autant trouver leur chemin, malgré des aspirations au changement de plus en plus fortes. Cette crise des alternatives politiques pèse sur les forces de progrès. La division des forces de gauche, l'échec des modèles sociaux-démocrates, notamment européens, et le ralliement progressif de forces s'en réclamant aux politiques néo-libérales, qui elles aussi échouent, accroissent le désarroi. Sur le plan idéologique, le clivage gauche/droite est brouillé. Les partis qui prétendent contester le système et les logiques capitalistes, communistes ou non, sont très affaiblis. La déception, la colère ou la démobilisation électorale qui suivent leurs expériences gouvernementales pèsent lourdement. Dans un contexte de forces de gauche défaillantes elles peuvent alimenter des dynamiques de droite extrême et populiste.

Dans ce contexte profondément contradictoire, toute la question est de savoir si les forces et mouvements qui s'expriment seront capables d'inventer de nouvelles réponses, de rassembler politiquement les victimes aujourd'hui divisées et dispersées du capitalisme mondialisé. Les tentatives et les échecs, comme les nôtres en France, montrent l'extrême difficulté à surmonter les obstacles. Mais ce mouvement est en marche. Nous voulons repenser notre projet avec cette ambition.

UN NOUVEAU PROJET, UN NOUVEAU CHEMIN POUR LE CHANGEMENT

Ce sont tous ces défis contemporains qui nous mobilisent. Des échecs subis, des difficultés rencontrées, nous tirons des leçons, mais sûrement pas celle de renoncer au moment où le besoin d'ouvrir de nouveaux chemins au développement humain n'a jamais été aussi pressant.

Nous voulons contribuer à construire une société et un monde débarrassés de toutes les exploitations, aliénations, dominations des êtres humains et de la nature. C'est dans ce but qu'en s'appuyant sur les potentiels de l'époque actuelle, nous combattons pour dépasser le capitalisme qui bride toute émancipation humaine, par un processus de transformations et de ruptures. Nous voulons le faire en partant des contradictions du réel sans jamais s'en détacher, en donnant à voir le sens dans lequel il est possible de

transformer la société, l'Europe, le monde : c'est au sens véritable du terme la démarche et la visée communistes.

Notre ambition demeure d'ouvrir dans un délai rapproché une perspective de changement progressiste réel. Cette perspective de changement à la fois ambitieuse (changer le monde) et immédiatement concrète (des changements tout de suite) qui marque l'originalité communiste dans la gauche française, est un processus conflictuel qui n'avancera pas tout le temps et partout du même pas. Elle suppose la coexistence prolongée avec des forces contraires. Nous ne voulons laisser passer aucune occasion de le faire avancer. C'est donc en travaillant en permanence à des rassemblements à toutes les échelles où c'est possible, localement, en France, en Europe, dans le monde, que redeviendront possibles petites et grandes conquêtes anticapitalistes. Notre affaiblissement et la crise de la gauche font douter du maintien de cette ambition. Mais c'est précisément y renoncer qui est l'une des principales causes de perte de crédibilité de la gauche.

Affirmer cette ambition, définir et rendre crédible un projet politique de changement, a fortiori dans une situation où domine l'idée de son impossibilité, y compris à gauche, c'est indissociablement énoncer le contenu des transformations qui seraient nécessaires et les moyens politiques de leur réalisation.

Le sens et l'ambition de notre projet politique reposent sur des idées forces, dont nous voulons faire nos axes de travail dans la durée, car il n'y aura pas de raccourci avec ces exigences si nous voulons réussir le changement :

- Impulser et créer en permanence les conditions d'une intervention populaire, d'une maîtrise citoyenne et démocratique des processus de changement.
- agir, dans les conditions de la société et du monde d'aujourd'hui, pour l'unité des exploités et des dominés, en combattant pied à pied les logiques de domination, les idées de division sur lesquels s'appuient les forces capitalistes, en favorisant à tous les niveaux, local, national, européen et mondial, tous les rapprochements nécessaires.
- favoriser l'élaboration, à partir des contradictions du système et des besoins qui s'expriment, des grands objectifs d'un projet de changement à vocation majoritaire, travailler à les rendre crédibles, animer la confrontation à gauche sur ces choix et faire vivre sans attendre ces axes de transformation partout où c'est possible.
- construire en toute circonstance les luttes, les rassemblements, les dynamiques, les majorités citoyennes et politiques susceptibles de porter ces réformes, ces choix de transformation et d'obtenir des avancées en ce sens. Ce qui suppose l'articulation permanente entre des constructions populaires pour les discuter, les élaborer, les soutenir et les mettre en œuvre ; des constructions unitaires avec des cadres, des fronts, des alliances adaptés aux contenus portés et aux échéances affrontées ; et la recherche du rassemblement de la gauche le plus large possible sur ces idées de transformation.

Au fond, l'objectif auquel nous ramènent toutes ces orientations d'action est celui-là : œuvrer à ce que des millions de femmes et d'hommes, divers par les courants de pensée dans lesquels ils se reconnaissent, par les organisations politiques et sociales dont ils se sentent proches, soient suffisamment unis et résolus pour rendre incontournables des changements dont ils auront acquis la conviction qu'ils sont indispensables.

Nous prenons dans cet esprit plusieurs grandes initiatives politiques de ripostes et de rassemblements. Ces initiatives, toutes nécessaires à nos yeux, cherchent à dépasser les oppositions ou les hiérarchies stériles entre « bas » et « haut », entre luttes et projet, entre contenus du rassemblement et formes politiques de ce rassemblement, entre constructions citoyennes et constructions politiques. La réussite du changement implique que toutes ces dimensions se nourrissent les unes des autres. Nous savons qu'elles n'avancent pas forcément toutes du même pas. Il faut plutôt savoir provoquer et saisir toutes les occasions de progresser. Il n'y a pas d'automatisme à leur enchaînement ou d'emboîtement idéal. Nous pensons que c'est en travaillant de manière conjuguée et permanente à toutes ces dimensions d'une construction politique majoritaire de changement qu'elle peut réussir.

A. DEUX FILS ROUGES DE NOTRE DEMARCHE :

➤ **DEMOCRATIE ET INTERVENTION CITOYENNE.**

Dans tout ce que nous allons entreprendre, nous voulons mettre la démocratie, l'intervention et la participation active des citoyens au cœur de la construction du changement. Face aux dérives autoritaires et à la confiscation des pouvoirs de décision qui caractérisent les processus de mondialisation actuels et les tentatives de réponses du capitalisme à la crise de son propre système, la conquête et l'exercice par les citoyens de pouvoirs de décisions, leur participation active deviennent une exigence universelle, une condition de la construction d'une autre mondialisation humaine et solidaire, à tous les échelons, en France, en Europe et dans le monde. Leur implication est le ressort du développement d'un mouvement populaire porteur d'exigences transformatrices qui se forment dans les ripostes, les luttes électorales, le débat et la promotion d'idées neuves.

Placer cette souveraineté du peuple au centre de notre pratique et de nos actes politiques, est et doit mieux être la marque de fabrique de notre démarche, de notre identité communiste d'aujourd'hui.

Il s'agit d'un levier formidable, comme l'ont montré aussi bien la campagne pour le « non », que les élections municipales ou la conduite démocratique de nombreux mouvements sociaux.

Dans les élections municipales, l'élaboration des projets et des listes, la conduite des campagnes et aujourd'hui des gestions ont marqué cette originalité. Les élus communistes sont un point d'appui essentiel pour faire vivre cette démarche qui vise à redonner et à partager en toute circonstance le pouvoir aux citoyens notamment à travers leur réseau national « démocratie participative. Gagner un nombre grandissant de ces élus est un de nos objectifs.

Nous devons pousser en toute occasion cette démarche participative de co-construction dans la vie politique, avec l'atout que constitue le fait d'être un parti de militants et d'élus sur le terrain. Elle doit aussi être portée dans la sphère économique, car la démocratie ne doit pas s'arrêter à la porte des entreprises.

➤ **UNITE DES EXPLOITES ET DES DOMINES.**

Nous voulons aussi faire reculer en toute circonstance les divisions qui affaiblissent le salariat et le mouvement populaire. Combattre toute forme d'exploitation, d'oppression, de domination suppose de rassembler toutes celles et tous ceux qui en sont victimes, dans la lutte pour s'en libérer.

Or, les conditions de cette lutte se sont considérablement modifiées. La mondialisation rapproche les humains en même temps que la domination capitaliste aiguise les antagonismes, divise les exploités. Conjuguer l'affirmation de l'individu et le sens du collectif est devenu un enjeu. Le renouvellement du monde du travail avec le doublement du nombre des femmes salariées depuis les années soixante et le développement du secteur des services, les nouveaux modes d'organisation du travail rendus possibles par les nouvelles technologies de l'information, l'explosion de la précarité, de la parcellisation, des emplois à temps partiels, la mise en concurrence exacerbée à l'échelle européenne et mondiale ont brouillé les repères anciens et affecté la conscience de classe.

Pourtant la domination du capitalisme mondialisé est le fait d'une classe, celle des grands capitalistes, qui a conscience d'elle-même et qui exerce son pouvoir sur l'immense majorité par des choix politiques.

Face à elle, en prenant la lutte des classes dans son contenu contemporain, nous voulons aider à construire l'unité de toutes celles et ceux qui ont intérêt à s'émanciper des dominations actuelles. Nous voulons contribuer à la prise de conscience de leur intérêt commun en reconstruisant des solidarités à partir de leurs différences de situation, de leurs engagements multiples, de leur affirmation à l'autonomie et à l'épanouissement personnel : ouvriers, techniciens, employés ou cadres, femmes et hommes salariés de toutes catégories, précaires, intellectuels, sans-papiers, sans-emploi, paysans, créateurs, étudiants, retraités, artisans. Nous voulons renforcer le combat contre la domination patriarcale, l'intégrisme, le sexisme et les violences faites aux femmes, contre l'homophobie et la lesbophobie, contribuer à construire une égalité réelle entre les femmes et les hommes.

Dans cette bataille, l'unité du salariat, par le rôle qu'il joue dans la société, est décisive. Le salariat représente aujourd'hui en France 92% de la population active et son poids à l'échelle mondiale ne cesse de

croître. Avec les mutations du travail, le processus de création de richesses tend à s'élargir à d'autres catégories. Les activités de conception, de recherche, de formation, de gestion, autrefois séparées de l'acte productif, tendent à s'y intégrer toujours davantage. La coopération entre salariés de plusieurs entreprises en est une autre caractéristique. Ainsi, la mise en concurrence généralisée des travailleurs portée par le capitalisme crée des obstacles à leur unité, mais elle n'est pas la seule logique à l'œuvre. Parallèlement et en contradiction avec elle, se créent aussi progressivement les conditions objectives de l'émergence d'une nouvelle conscience de classe. Cette question, dans sa contradiction, appelle une réflexion politique renouvelée.

B < UN DEBAT INDISPENSABLE SUR LES GRANDS AXES DE TRANSFORMATION

La réussite du changement passe par une confrontation d'idées et de projets, publique, permanente, exigeante, dans la population comme entre les forces sociales et politiques. La question des moyens, des ruptures auxquelles il faut procéder pour parvenir à changer réellement la vie dans le monde tel qu'il est, est incontournable. Il est des réformes structurantes auxquelles les forces de la gauche ne pourront se dérober sous peine de miner leur crédibilité, car c'est sur cette question que bute le rassemblement.

Voilà pourquoi nous mettons en débat trois grands axes de transformation que nous jugeons nécessaire. Ces réformes sont à nos yeux des issues possibles aux immenses blocages du système actuel, des alternatives à ses logiques destructrices. Ce n'est donc pas une perspective lointaine que nous remettons à plus tard, encore moins un idéal inaccessible. Nous savons qu'une société ne se transforme pas d'un bloc. Nous voulons faire avancer des changements ici et maintenant.

Quels sont à nos yeux les trois grands axes de changement incontournables ?

1. UN NOUVEAU MODE DE DEVELOPPEMENT.

Notre projet, c'est d'abord dans tous les domaines la promotion d'un nouveau mode de développement, qui soit tout à la fois durable, renouvelable sur le plan écologique et générateur de nouvelles conquêtes et solidarités sociales, d'épanouissement individuel et d'émancipation humaine ; démocratique et citoyen sur le plan politique, dans la gestion des villes comme des territoires, dans celle des lieux de production comme de consommation et de services, ce qui implique de dépasser l'économie de marché capitaliste pour avancer vers une économie solidaire et de partage.

Cela suppose notamment de promouvoir :

- un véritable droit à la qualité de la vie, qui s'affirme dans un rapport plus accessible, plus équilibré, plus raisonnable, plus maîtrisé avec la nature ; dans la protection de grands biens communs de l'humanité comme l'eau l'énergie, la biodiversité, l'éducation, la santé, le logement, des dérives de la marchandisation, notamment au travers d'une maîtrise publique ; dans un droit à la ville et à des territoires solidaires, qui englobe la qualité du logement, de l'urbanisme, de l'aménagement des territoires ruraux, des transports, des équipements scolaires, sportifs, culturels, de santé, de loisirs, des espaces verts, la qualité de l'air, de l'eau ; dans une autre conception de la consommation, moins inégale, plus responsable socialement ; dans la garantie de la souveraineté et de la sécurité alimentaire des peuples, une alimentation de qualité appuyée sur des agricultures respectueuses des territoires, du principe de précaution, et situées le plus près possibles des lieux de consommation, ainsi que sur une pêche durable.
- un nouveau mode de production, avec de nouveaux pouvoirs pour les salariés, un nouveau type de croissance, qui fasse reculer les gâchis du chômage et de la précarité qui réponde aux besoins des populations en créant de nouveaux emplois stables et de qualité, en faisant reculer les inégalités et en préservant l'environnement et qui repense les contenus de cette croissance: comment produire, en faveur de qui et pour répondre à quels besoins ? Une politique industrielle et énergétique qui, appuyée sur une grande politique publique de recherche poussant la recherche fondamentale sur tous les fronts de la connaissance, mette l'innovation au service de productions nouvelles, utiles socialement, capables de relever les défis d'un développement écologique, plus économe en énergies en ressources et en transports.
- une société de partage informationnel, indépendante des pouvoirs financiers, politiques ou religieux, qui diffuse les savoirs et les cultures, favorise la diversité, l'échange, la mise en commun, l'éducation

populaire, libère les capacités créatrices des individus ; une société qui réhabilite la science et le progrès des connaissances en assurant sa maîtrise sociale effective.

➤ de nouvelles solidarités de progrès social, qui fassent reculer les inégalités, n'opposent ni les générations, ni les salariés entre eux, mais soient construites sur des droits, garantis pour tous, tout au long de la vie à l'emploi, à la formation, à des salaires et des revenus décents, à la retraite à 60 ans, au logement, permettant par l'accès au savoir et à la culture, le développement des capacités de chaque être humain en prenant en compte les situations de handicap.

Une intervention publique au service des solidarités par la responsabilisation sociale des entreprises, une réforme de la fiscalité locale et nationale fondée sur la justice sociale, la démocratisation et le développement des services publics. Une nouvelle place, un nouveau rôle pour les collectivités territoriales disposant des libertés et des moyens de répondre aux besoins des populations et des territoires en associant pleinement les citoyens à l'élaboration des décisions.

➤ une éducation publique et laïque qui favorise l'appropriation des cultures et l'accès aux savoirs dès la petite enfance, permette l'acquisition par tous et toutes des outils de la compréhension du monde, garantisse la réussite à chacun et lui permette de s'épanouir.

➤ une conception du travail débarrassée de ses aliénations, qui fasse reculer les précarités et les inégalités, favorise les créativité, reconnaisse les qualifications, où les travailleurs conquièrent du pouvoir sur la conception, le contenu et la finalité de leur travail ; un accroissement de la part du temps de vie disponible par la réduction du temps de travail sans diminution de salaire.

Une revalorisation du travail par l'augmentation des salaires, l'amélioration des conditions de travail et d'emploi. Un nouveau partage de la rémunération entre capital et travail indispensable à une sortie durable de la crise

➤ une protection sociale étendue à tous les âges de la vie, de la naissance au grand vieillissement, qui assume l'accès de tous aux progrès de la santé comme un choix de civilisation partagé, refusant notamment la marchandisation du corps humain.

➤ une reconnaissance nouvelle des droits de la jeunesse à l'autonomie dans l'accès au revenu, à la formation, au logement, à l'emploi, à la culture dès la sortie du système éducatif secondaire.

➤ des financements nouveaux et élargis pour tous ces progrès sociaux qui mettent à contribution la masse croissante des capitaux et des revenus financiers et favorisent ainsi leur réorientation vers le développement humain, en utilisant autrement l'argent des profits, des fonds publics et du crédit.

➤ une maîtrise sociale et démocratique des marchés, comme outil essentiel d'un nouveau mode développement.

Cette nouvelle maîtrise publique des marchés, aujourd'hui dominés par le capitalisme financier, est une condition d'un mode de développement respectueux des droits sociaux et des défis écologiques. Cette maîtrise passe notamment :

➤ par une autre gestion de la production et du marché des biens et services, donnant des droits de regard et des pouvoirs d'intervention et de décision aux salariés dans les entreprises et aux consommateurs dans la cité. Avec de nouveaux critères d'efficacité sociale et environnementale,

➤ par une appropriation publique et sociale des biens communs de l'humanité (eau, énergie...), une maîtrise publique du développement avec une conception étendue, renouvelée et démocratisée de pôles, de services et d'entreprises publics. Cela passe par de nouveaux types de nationalisations, de nouvelles formes d'appropriation sociale, à tous les échelons territoriaux, appuyées sur des droits et des financements nouveaux.

➤ par un marché du travail où domine la sécurisation des parcours d'emploi et de formation, à l'opposé de la précarisation actuelle, allant progressivement vers un dépassement de l'exploitation et des aliénations du salariat actuel. Il faut libérer une marchandise particulière, la force de travail, de la loi de l'offre et de la demande capitalistes, pour marcher très vite pour le plein emploi.

➤ et par une maîtrise publique et sociale du crédit et de la monnaie pour faire reculer le rôle des marchés avec la création d'un pôle public financier regroupant notamment la Caisse des dépôts, les caisses d'épargne, Oséo, la Banque Postale, la Société de Prise de Participation de l'Etat, la Société de refinancement des activités des établissements de crédit, le Fonds stratégique d'Investissement, travaillant avec les banques mutualistes ; avec également des directions démocratisées et émancipées des banques privées, des fonds régionaux publics, et une bataille acharnée pour réorienter l'action de la BCE au service du développement durable et de l'emploi. L'objectif serait de promouvoir des crédits pour les investissements matériels ou de recherche avec des taux d'intérêts d'autant plus abaissés que sont programmés de bons emplois et formations. Le pôle public et les fonds régionaux pourraient être saisis

par les travailleurs à l'appui de leurs propositions de gestion nouvelle dans les entreprises, pour l'emploi, la formation, les conditions de travail, d'autres productions.

2. UNE SOCIÉTÉ DE LIBERTÉS, UNE DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE.

➤ LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ

Notre projet, c'est celui d'une société d'individus libres, égaux en droits, autonomes et solidaires entre eux. Nous ne voulons ni d'une société de caserne, ni d'une jungle où règne le chacun pour soi.

Nous croyons à l'initiative et à une créativité libérée. Nous voulons la pleine égalité des droits et refusons toutes les dominations.

Nous voulons mener de front combat anticapitaliste et combat féministe. Nous agissons en faveur d'une égalité réelle pour les femmes fondée sur des conquêtes nouvelles pour leur émancipation, sur de nouveaux droits, de nouveaux rapports entre les femmes et les hommes, loin de la logique de domination patriarcale pesant sur leur vie publique ou privée.

Nous croyons à la diversité et refusons toutes les discriminations. C'est une dimension essentielle du combat communiste. Nous croyons à la fraternité, à la laïcité et refusons tous les racismes et tous les communautarismes. Nous luttons pour une culture d'émancipation, d'ouverture à l'autre et refusons toutes les censures. Nous affirmons que le potentiel de la révolution numérique et informationnelle peut mettre en partage les savoirs, la culture et l'information, et refusons les prétentions capitalistes à les enfermer dans les logiques de marchandisation.

Nous luttons pour une société de libertés, le respect des individus, de leur dignité, de leur orientation sexuelle, de leur identité de genre, parce qu'elle est le chemin d'une émancipation partagée.

L'accès à l'information sous toutes ses formes devient une condition décisive de la citoyenneté. Mais, avec les moyens modernes de communication, se développent des pouvoirs prodigieux et de plus en plus sophistiqués de conditionnement de l'opinion publique. La constitution de très grands groupes multinationaux donne à quelques uns le pouvoir de façonner à l'échelle mondiale l'imaginaire et les représentations. Nous luttons pour la création d'un grand pôle public de l'information, pour la défense de la liberté et de l'indépendance de la presse, pour contribuer au pluralisme en soutenant par des fonds publics importants les médias menacés par la suppression de la publicité.

➤ DES POUVOIRS NOUVEAUX POUR UNE DÉMOCRATIE CITOYENNE ET PARTICIPATIVE, POUR UNE NOUVELLE RÉPUBLIQUE

Notre projet, c'est l'exigence démocratique poussée jusqu'au bout, une démocratie qui dépasse la représentation et la délégation de pouvoir au profit d'une citoyenneté active, une démocratie de co-élaboration, de co-décision, et de co-évaluation une démocratie qui s'étende à l'Europe et aux institutions internationales. C'est pourquoi, nous refusons la présidentialisation et la pipolisation de la vie politique, les dangers de pouvoir personnel qu'elles comportent. Nous combattons aussi l'idée qui tend à présenter le bipartisme comme compatible avec l'exercice effectif de la souveraineté populaire. De surcroît, à l'heure du progrès des connaissances, de la diffusion des savoirs et de la circulation accélérée de l'information, ce sont des conceptions archaïques. Nous refusons aussi que les salariés continuent d'être exclus des principaux pouvoirs de décision économiques au profit d'actionnaires tout-puissants qui se moquent de l'intérêt général, que la citoyenneté politique des salariés s'arrête aux portes de l'entreprise.

Révolutionner la démocratie, c'est promouvoir trois grandes réformes :

- la démocratisation de nos institutions, de nos modes d'élection (à la proportionnelle), du rôle du Parlement, de l'élaboration des lois débouchant sur une nouvelle république, notamment en remettant en cause l'élection du Président de la République au suffrage universel et la coïncidence des élections présidentielles et législatives issues du quinquennat ; la création d'un statut de l'élu(e) qui permette dans toutes les assemblées élues de démocratiser l'accès à la fonction d'élu(e) et de revaloriser son rôle.

- la promotion à tous les niveaux d'une démocratie participative ouvrant en permanence à tous les citoyens l'accès à de réels pouvoirs d'élaboration et d'intervention sur les choix et réaffirmant le droit de vote et d'éligibilité des étrangers.
- la création d'une véritable démocratie sociale qui développe de nouveaux droits et pouvoirs décisionnels pour les salariés et leurs syndicats dans les entreprises et les territoires, qui repense le rôle et la responsabilité des entreprises dans l'intérêt général. Il s'agit d'engager un processus de démocratisation sociale et économique d'ensemble qui mette en cause la concentration des pouvoirs dans les mains d'actionnaires, de fonds, de puissances financières toujours plus importants et toujours plus éloignés du contrôle démocratique. La reconnaissance de la citoyenneté, de l'exercice des droits politiques et de l'activité des partis sur les lieux de travail doit être reconnue.

Ces trois grands axes de démocratisation doivent être poussés jusqu'au niveau des institutions et des pouvoirs de l'Union européenne, ainsi qu'au niveau des instances internationales.

3. REFONDER L'EUROPE ET CHANGER LE MONDE.

Nous voulons affirmer un nouvel humanisme dans une ambition de 'mondialité'. Parler de mondialité c'est concevoir une solidarité humaine à l'échelle du monde, c'est mettre en chantier un projet commun aux femmes et aux hommes du monde entier : celui de faire humanité ensemble.

➤ CHANGER L'UNION EUROPÉENNE EN PROFONDEUR, EN REFONDER LES PRINCIPES.

Les forces politiques qui ont piloté les traités successifs de l'Union, en l'enfonçant dans un processus néolibéral et atlantiste, ont conduit la construction européenne dans une impasse. Les « non » français, néerlandais, et irlandais et plus généralement nombre de manifestations de désenchantement et de colère vis à vis des politiques et du fonctionnement de l'actuelle Union européenne attestent d'une véritable crise de légitimité des choix actuels auprès de millions d'européennes et d'européens. La prétention scandaleuse de vouloir faire revoter les citoyens irlandais doit être combattue. Il faut être clair : le traité de Lisbonne est caduc.

Notre projet, c'est celui d'un changement de cap des politiques et de la conception de l'Union européenne, avec la construction de coopérations entre les peuples jusqu'à la mise en chantier d'un nouveau traité fondateur de l'Union européenne.

Le besoin, d'une construction européenne donnant des atouts à chacun des peuples pour faire face aux nouveaux enjeux du monde, leur apporter des réponses est pressant. Mais que d'aspirations positives mais déçues parmi les européens ! Aspirations à passer de la mise en concurrence des peuples à une ère du vivre ensemble, de la solidarité, de la coopération ; aspirations à mettre l'Europe au service des autres nations qui étouffent sous les dominations et à travailler ensemble à un monde de paix ; aspirations à être écoutés, respectés, partie prenante des choix fondamentaux. Favoriser l'expression de ces attentes, aider nos concitoyens à mesurer l'ampleur des brèches ouvertes, notamment depuis la victoire du non, débattre des obstacles à lever pour ouvrir la voie à des changements profonds, travailler dans la durée aux convergences les plus larges en France et en Europe : telle est notre ambition.

Nous voulons participer à la constitution d'un front progressiste européen, qui partage les grandes lignes d'un projet transformateur dans lequel d'innombrables européens peuvent se reconnaître. Nous développons à cette fin des rapports étroits de coopération avec des formations politiques d'une grande diversité notamment au sein du PGE et du groupe de la GUE, mais aussi avec des personnalités progressistes, des militants syndicaux ou associatifs, des acteurs des rassemblements sur l'ex projet de traité constitutionnel ou du forum social européen. Cette démarche va de pair avec la recherche de partenariats de collaboration, d'échanges, avec les partis communistes et progressistes d'Europe et des DOM-TOM...

L'urgence d'une nouvelle politique et d'un nouveau projet européen se fait sentir. C'est dans cet esprit que nous mènerons la campagne des élections européennes de 2009.

➤ UN MONDE SOLIDAIRE POUR GARANTIR LA PAIX

Il n'y a pas de solution humaine, durable, dans ce monde, sans solidarités et coopérations dans tous les domaines, sans rapprochement entre les peuples, sans partage des biens et des ressources, des savoirs et des cultures.

Dans chaque domaine, il devient désormais indispensable d'agir du local au mondial. Les batailles contre les délocalisations, pour faire de l'eau un bien commun sont des exemples éloquents de ces liens nouveaux entre toutes les échelles de batailles.

Les migrations se développent dans le monde, hors continents mais aussi dans les continents, conséquences des guerres, de la misère, aggravées par la crise du capitalisme mondialisé. La liberté absolue pour la circulation des capitaux s'accompagne d'une limitation, voire d'une interdiction, de celle des femmes et des hommes. Les migrations ne sont pas un danger, elles sont un atout pour un développement fondé sur les coopérations, pour la construction d'une « mondialité », une humanité disposant des moyens de vivre, libre d'aller et venir dans un monde ouvert et multiple.

Paix et développement sont les deux faces d'un même combat, car inégalités de développement, concurrences exacerbées, logiques impériales et rivalités de puissance fournissent les ingrédients permanents d'un dangereux cocktail fauteur de guerres.

Nous voulons unir contre les logiques de guerre, pour la non-prolifération et la destruction multilatérale des armes nucléaires, pour la reconquête de la maîtrise publique et démocratique des moyens de défense contre toutes les ventes d'armes, pour la dissolution de l'OTAN et une conception de la sécurité favorisant la relance du combat pour le désarmement. Nous réaffirmons le rôle prépondérant de l'ONU et nous agissons pour la transformation des grandes institutions internationales, la création d'une monnaie commune mondiale la promotion de logiques de co-développement, de maîtrises publiques et collectives et de principes de multilatéralisme à l'opposé des stratégies prédatrices, unilatérales, hégémoniques et guerrière du capital.

C. ETRE A L'INITIATIVE POUR DE NOUVELLES DYNAMIQUES POLITIQUES A VOCATION MAJORITAIRE

Mettre en débat les grandes transformations nécessaires et se donner les moyens politiques de leur réalisation sont les deux faces d'un même problème. Pour favoriser de nouvelles dynamiques populaires, des initiatives politiques s'imposent. Nous proposons d'agir dans les directions suivantes :

➤AMPLIFIER TOUTES LES RIPOSTES

Face à un pouvoir et un patronat qui font le choix de répondre à la crise de système du capitalisme en imposant de nouveaux sacrifices au monde du travail, de nouvelles régressions sociales et démocratiques, la première des exigences est de combattre le découragement et la division des forces de résistance, de rendre espoir à notre peuple, donc ne pas laisser le gouvernement et le patronat poursuivre leur travail de destruction, de ne pas banaliser la moindre atteinte à la dignité de notre peuple, la moindre injustice, la moindre remise en cause de nos libertés et de nos avancées sociales.

Amplifier toutes les ripostes, jusqu'à les rendre victorieuses, est la première des exigences auxquelles nous voulons consacrer toutes les forces du Parti communiste, de ses militants, de ses élus. En favorisant les mobilisations et les rassemblements les plus larges, nous voulons arracher toutes les améliorations possibles et mettre en échec les réformes ravageuses pour les salariés, le peuple, le pays que veulent imposer Sarkozy, la droite et le Medef.

Riposter, c'est faire face à la domination idéologique de la droite, d'autant que ce matraquage fait des dégâts et qu'une partie de la gauche fait sienne les idées de renoncement. C'est le sens de notre campagne « la Bourse ou la vie », que nous voulons amplifier, parce qu'elle lie les questions les plus quotidiennes, comme le pouvoir d'achat, aux racines de la domination financière. C'est une campagne essentielle, à partir de laquelle nous voulons intervenir sur toutes les questions, du local au mondial, en démasquant la réalité du raisonnement ultralibéral et en portant nos propositions alternatives. La riposte doit être articulée à la prise en main dans ces luttes de grands axes de transformation sociale.

Comme parti politique, nous considérons que la responsabilité des partis de gauche est directement engagée. La passivité, la division ou le sectarisme, alors que la droite charge sabre au clair, sont des éléments favorisant le découragement au sein du mouvement populaire, ouvertement visé par le pouvoir actuel. Nous agissons et nous continuerons d'agir pour faire grandir la résistance à cette offensive destructrice et pour que la gauche soit un des acteurs de ce combat.

Nous travaillons à ce que le plus grand nombre d'hommes et de femmes de progrès puissent agir ensemble. Tout doit être fait pour rassembler dans la riposte les citoyens, les salariés, les intellectuels, les forces politiques et sociales qui le souhaitent.

➤ DES CONSTRUCTIONS MAJORITAIRES POUR LE CHANGEMENT.

La riposte, les luttes de conquêtes sont indispensables au rassemblement sur des choix politiques alternatifs. Elles ne suffisent pas à elles seules. Il faut s'atteler, à l'appui de ces luttes, à cette construction en intégrant dans le contenu même de son élaboration l'objectif d'être portée et garantie par une dynamique populaire majoritaire.

Des leçons de nos expériences passées.

Cette dynamique est celle d'un mouvement populaire qui prend conscience des obstacles qui se dressent devant lui pour les lever, qui assume le caractère pluraliste de cette construction et qui en arbitre les débats.

La stratégie de rassemblement de notre parti a inspiré de nombreuses expériences. Celles-ci ont déjà été examinées de manière approfondie et doivent continuer à l'être. Depuis les années 80, après l'échec d'alors de l'union de la gauche et de son gouvernement auquel nous avons participé, nous avons affirmé: « Primauté au mouvement populaire ». Aujourd'hui, il nous faut tirer les leçons de nos tentatives successives pour permettre une réelle appropriation populaire des objectifs et des conditions du changement, expériences qui nous ont fait éprouver la très grande difficulté de ce défi. Nous avons en effet beaucoup tenté depuis vingt ans, dans un contexte qui est vrai très difficile, marqué par la vague néolibérale qui a bouleversé le champ politique, emporté une partie de la gauche et décrédibilisé la politique elle-même. Nous avons changé beaucoup de nos conceptions et de nos pratiques, et nous avons aussi tâtonné et commis des erreurs. Nous n'avons pas toujours accordé cette « primauté » à nos actes et à nos décisions politiques.

L'expérience de la gauche plurielle a ainsi été marquée à plusieurs reprises par des renoncements, par une surdité de notre part vis-à-vis du mouvement social et progressiste. Elle a débouché sur un échec grave de la gauche et de notre parti, aggravant notre perte de crédibilité. L'expérience du rassemblement antilibéral, après la victoire du « non » a été marquée à chacune de ses étapes par un rétrécissement de sa représentativité dans le peuple de gauche. Nous n'avons pas su proposer un objectif, un cadre et une méthode qui auraient permis de prolonger la dynamique de 2005, de garantir la maîtrise par les citoyens du développement de ce rassemblement et d'éviter la confusion qui a marqué l'échec de cette tentative. Confusion nourrie par des divergences entre plusieurs des composantes de ce rassemblement sur les finalités mêmes de cette construction. Les deux expériences de la gauche plurielle et du rassemblement antilibéral sont très différentes. Il est nécessaire de continuer à les analyser. Elles ont buté sur un problème qui demeurera central : comment construire un rassemblement à partir du contenu d'objectifs précis conçus et garantis par l'intervention populaire ?

A l'inverse, le formidable travail citoyen lors de la campagne du « non », puis notre travail sur les listes et les projets municipaux ont mis en évidence l'efficacité d'une démarche d'appropriation populaire réussie. Nous tirons notamment de toutes ces expériences une conviction renforcée que rien n'est plus efficace que de mettre l'essentiel de nos efforts au service de l'intervention populaire et citoyenne. Et qu'une condition essentielle est de ne jamais perdre ou laisser s'amoindrir notre pleine autonomie d'expression et d'action.

La crise d'alternative à gauche.

C'est donc par un processus démocratique d'amplification de l'intervention du peuple, des citoyennes et des citoyens, du monde du travail favorisée par un effort constant et des initiatives politiques de notre Parti que nous voulons recréer les conditions d'une alternative de changement, du rassemblement de la gauche sur un projet de transformation mobilisateur. Notre objectif demeure une majorité, un gouvernement, une présidence de la République qui impulseraient une politique de gauche porteuse de grandes réformes transformatrices alternatives au capitalisme.

Aujourd'hui, cela paraît inaccessible, tant la crise et les divisions de la gauche sont profondes. Ces divisions entre forces de gauche se manifestent par des prises de position différentes voire opposées sur des mesures essentielles décidées par le pouvoir sarkozyste ce qui affaiblit d'autant la riposte. Elles sont éclairantes quant à la vision que les unes et les autres se font de l'avenir.

La gauche vit une véritable crise d'alternatives. Alors que les élections locales de mars 2008 ont été un succès pour elle, sa victoire aux élections nationales demeure improbable. Cela concerne toutes les forces de gauche, dont aucune ne peut prétendre à elle seule reconquérir le pouvoir et qui ont subi trois échecs successifs à l'élection présidentielle. Ce problème se pose aussi à l'échelle de l'Union européenne. Dans leur grande majorité, les pays membres étaient gouvernés il y a quelques années par des partis sociaux-démocrates qui n'ont pas résisté à une vague de droite ultra libérale populiste et autoritaire.

En France et en Europe, chaque force de gauche est confrontée aux défis de réponses réelles et durables aux questions de l'issue à la crise et de l'alternative politique donc, dans l'un et l'autre cas, à la nécessité de réformes de structure opposées à celles du capitalisme mondialisé. La crise actuelle frappe au cœur ce système, dans sa logique même. Elle marque l'échec historique des politiques néolibérales et des

« thérapies de choc » appliquées depuis deux décennies en France, en Europe, dans le monde. Cette crise et cet échec mettent à l'ordre du jour l'urgence d'autres solutions. L'heure est à construire la contre-offensive des forces populaires et progressistes, des forces porteuses de l'intérêt général et non de l'intérêt du capital et des actionnaires.

Cela implique des exigences fortes et, à gauche, des remises en cause. Le Parti socialiste ne va pas en ce sens en faisant cause commune avec le Parti socialiste européen qui porte la coresponsabilité avec la droite des politiques actuelles de l'Union européenne, ni Les Verts en se rangeant derrière les porte-drapeaux du néolibéralisme au sein du Parti Vert européen. C'est une impasse de se convertir au social-libéralisme et de chercher une alliance avec le centre droit, le MoDem, ou bien d'affirmer que le débat est clos, qu'aucun effort ne rendra possible un rassemblement de la gauche pour le changement et en pratiquant un sectarisme diviseur et démobilisateur.

Ces impasses ne peuvent qu'accroître la crise d'alternative actuelle, le doute portant sur la possibilité de solutions de gauche à la crise et sur la gauche elle-même, renforcer le découragement alors que la droite et le patronat sont à l'offensive et rendre hautement improbable la victoire sur une droite mobilisée et rassemblée.

Le Parti communiste refuse et refusera cette voie du renoncement. Pour lui, il ne peut y avoir d'alliance politique possible qu'à gauche, pour une politique de gauche, sur un contenu politique osant s'attaquer aux logiques du capitalisme, permettant des améliorations réelles dans la vie de notre peuple et pour battre la droite durablement. C'est avec ces objectifs que sa participation à des majorités ou à un gouvernement peut être envisagée.

Nous sommes pleinement conscients de la très grande difficulté que nous rencontrons nous-mêmes face à cette question de la crédibilité d'un rassemblement majoritaire des forces de gauche rendant possibles de réelles transformations. Sinon comment expliquer que les électeurs nous aient placés au plus faible niveau électoral de notre histoire lors de la présidentielle de 2007 ?

Mais il n'est pas vrai que la question soit tranchée. Nombreux sont celles et ceux qui, comme les communistes, ne veulent pas que la gauche soit dominée par les idées de renoncement et qui souhaitent un projet combatif et audacieux :

Le non de gauche en 2005, le vote lors des élections locales de 2008, l'aspiration d'un grand nombre d'électeurs, de militants socialistes, Verts, d'extrême gauche à faire du neuf et à faire front ensemble, la création d'un nouveau parti de gauche témoignent de la persistance des valeurs de gauche, progressistes, avivées par la faillite des politiques néolibérales. La crise du capitalisme aiguise toutes les critiques portées contre ce système inhumain et les rend considérablement plus audibles dans la société.

De plus, dans le développement des luttes sociales et démocratiques, se construisent des rassemblements où s'impliquent des forces politiques de gauche, des syndicats, des associations, des salariés et des citoyens. Au travers de ces luttes, des révoltes profondes contre l'ordre actuel, des exigences de transformation, de construction d'issues à la crise remettant en cause le système capitaliste se font jour.

Voilà pourquoi nous faisons le choix de l'intervention populaire et citoyenne, de l'émergence d'une nouvelle dynamique politique transformatrice se nourrissant de l'apport innovant de ces luttes, de la relance d'un débat de projet mieux ancré dans les enjeux contemporains, la confrontation d'idées, la ténacité dans la volonté de rassemblement de toutes celles et ceux qui souhaitent amorcer de nouvelles dynamiques, refaire émerger à gauche des réponses alternatives crédibles à celles du capitalisme.

➤ UNE GRANDE INITIATIVE DE RASSEMBLEMENT : LA CONSTRUCTION D'UN FRONT PROGRESSISTE ET CITOYEN

Notre démarche suppose donc une construction populaire permanente, pour discuter, élaborer et porter des projets de changement jusqu'à leur réussite ; une construction unitaire permanente avec des cadres, des fronts, des alliances adaptés aux contenus portés et aux échéances affrontées ; la volonté continûment affichée d'inscrire ces constructions dans le cadre d'une transformation durable de la société et du monde.

C'est pourquoi nous proposons d'ouvrir dans la durée un cadre de débat et d'élaboration politiques inédit : de créer partout où c'est possible, dans les quartiers et sur les lieux de travail, dans les ripostes engagées, des lieux de rencontre où, quelles que soient leurs formes, les citoyens, les salariés, avec toutes les forces politiques et sociales qui le souhaitent, avec des intellectuels, des créateurs, les acteurs du mouvement social, puissent se rencontrer, s'informer, confronter leurs analyses et propositions pour riposter et construire ensemble les fronts les plus larges possibles visant des objectifs politiques précis. Il s'agirait de travailler à faire naître une véritable dynamique politique nationale d'action et d'élaboration d'un nouveau projet politique de transformation.

Ces espaces pourraient prendre des formes diversifiées, évoluer en fonction des besoins et des possibilités du processus initié. L'essentiel, c'est leur objectif : animer en permanence une dynamique populaire et citoyenne la plus large possible pour construire les réponses aux questions posées, dans la vie, par les luttes sociales et démocratiques : quelles réformes une politique, des institutions, un gouvernement de changement devraient-ils promouvoir ? Et les imposer dans le débat politique.

Ces espaces doivent devenir le lieu d'un véritable bouillonnement démocratique où toutes les idées visant au changement pourront s'exprimer et se nourrir les une les autres. Et où celles et ceux qui le souhaitent pourront prendre ensemble des initiatives politiques (de travail, de luttes, de débat et de batailles d'idées, d'éducation populaire...) et créer pour cela les formes (comités populaires, collectifs, fronts...) permettant de les mener à tous les niveaux, du local au national et au-delà, avec l'objectif de faire grandir des exigences et de gagner.

Le Parti communiste proposera et prendra lui-même les initiatives permettant aux formations de gauche d'exposer et de confronter leurs analyses et leurs objectifs, leurs points communs et leurs différences, d'entreprendre un travail de construction de réponses de gauche progressistes en liaison avec les ripostes indispensables, et aux citoyens d'intervenir dans ce débat et de contribuer à ses évolutions.

L'ambition visée est celle de la construction d'un Front progressiste et citoyen liant le développement de cette dynamique citoyenne et l'objectif d'une union de forces politiques de gauche déterminées à construire dans notre pays une majorité de changement.

Il y a dans la société les bases sociales et les attentes d'un rassemblement de cette ampleur, construit à partir de la vie réelle, dans la proximité et dans l'action, par l'intervention populaire, la co-élaboration d'objectifs précis de progrès social et démocratique et des grandes réformes structurantes qui les rendraient possibles. Une telle perspective ouvrirait une nouvelle phase de l'histoire de la gauche, une nouvelle page du combat de notre peuple pour le changement. Les communistes s'engagent dans cette démarche en étant pleinement eux-mêmes, avec la volonté d'agir et de travailler avec toutes celles et tous ceux qui voudront faire rayonner une telle dynamique politique, Oui, nous voulons rassembler une majorité pour battre Sarkozy, la droite, le Medef et leur politique, pour trouver une issue de progrès social et humain à la crise du capitalisme, pour que ça change !

Ce processus impliquerait des étapes, des rendez-vous qui devront être définis pour mesurer et rendre compte de l'avancement de ce travail et pour lui donner de nouvelles impulsions.

Dans cette démarche, nous pensons que ni l'action des forces politiques représentatives, ni la dynamique citoyenne et populaire – liées par leur objectif, mais autonomes l'une de l'autre – ne doivent être chapeautées par quelque cartel que ce soit. Les partis qui le veulent concourent – et c'est notre choix – à faire vivre ces lieux de citoyenneté, à donner toute l'ampleur possible aux fronts d'idées et de luttes qui s'y forment. La remontée de l'influence du Parti communiste, pleinement engagé dans cet effort, y contribuera.

Ce travail politique n'est pas prédéterminé par la question des alliances ou des fronts électoraux, car ce serait réduire à tout moment le champ des acteurs visés par cette démarche, et du même coup sa portée.

En revanche, il sera nécessaire de prendre en permanence les initiatives politiques unitaires, d'alliances les plus adaptées, en sachant que notre autonomie, comme celle largement revendiquée des autres acteurs sociaux et politiques, doivent être respectées et vécues comme des atouts et non des handicaps.

➤ LES ELECTIONS EUROPEENNES DE 2009

Toute notre bataille pour le changement se joue désormais à la fois à l'échelle de notre pays, de l'Europe et du monde. Les élections européennes doivent être l'occasion de mettre en avant nos ambitions de changement et de rassemblement à l'échelle de l'Union.

L'ambition que nous nous fixons pour cette échéance électorale est à situer dans le contexte de la crise historique du capitalisme, qui met directement en cause le modèle qui structure l'actuelle Union européenne, ses politiques, ses institutions et ses traités. Nous voulons faire en sorte qu'une part significative de la vague de contestation, qui ne cesse de monter à l'encontre d'un modèle de société qui a failli, s'exprime à cette occasion pour des candidates et des candidats porteurs d'un réel projet de transformations profondes, de refondation de la construction européenne en faveur de l'emploi, du progrès social, de la citoyenneté, de l'écologie, de la solidarité et de la paix. Il s'agit de promouvoir un modèle social européen ambitieux avec la sécurisation de l'emploi et de la formation, l'extension des services publics, grâce à de nouveaux pouvoirs et à un refinancement des banques par la Banque centrale européenne pour le développement social. En coopération avec des partis progressistes de toute l'Europe, du PGE qui vient d'adopter sa plateforme électo-

rale pour 2009 et du groupe de la GUE au Parlement européen, nous souhaitons donner à cette campagne une dimension européenne propre à illustrer le Front progressiste européen que nous voulons contribuer à construire. Cette démarche va de pair avec la recherche de collaborations et d'échanges avec les partis communistes et progressistes d'Europe et des DOM-TOM.

Pour en créer les conditions, le Parti communiste français a lancé, le 24 octobre 2008, un appel aux forces politiques et sociales, aux hommes et aux femmes représentant des courants politiques progressistes, comme au mouvement syndical, social et associatif, dans toute leur diversité, qui partagent les principaux axes d'un tel projet transformateur et se reconnaissent dans cette démarche de rassemblement. Cet appel a déjà reçu des réponses positives.

Dans cette campagne, qui va se mener sur le terrain, le Parti communiste entend mobiliser ses adhérentes et adhérents et ses élus, ses propositions, son esprit d'initiative et sa propre capacité d'agir.

Immédiatement, nous voulons engager avec toutes celles et tous ceux qui le souhaitent, par des centaines de rencontres publiques dans tout le pays, un travail d'élaboration à partir de la vie des grands axes de critique et de transformation de l'Union européenne que défendront ensemble les militants et les candidats de cette liste. Les communistes (qui décideront par leur vote, comme pour toutes les élections, de ces candidatures) sont décidés à s'engager de toutes leurs forces dans ce débat puis cette campagne conquérante.

➤ UN NOUVEL INTERNATIONALISME

Face au capitalisme mondialisé, les résistances et les forces alternatives ont besoin elles aussi de d'une vraie dynamique de rassemblements et d'action collective. Nous devons là aussi changer d'échelle.

La Rencontre internationale des 15 et 16 novembre 2008 organisée par notre parti a rassemblé 43 délégations ou personnalités de tous les continents, dans une grande diversité. Ce fut un événement salué par l'ensemble des participants qui ont apprécié de pouvoir réfléchir ensemble sur la façon de construire des convergences et des solidarités dans le monde, et des coopérations renforcées en Europe, face au capitalisme mondialisé, aux firmes transnationales, aux enjeux planétaires auxquels tous les peuples sont confrontés.

Cette Rencontre a témoigné du besoin de contre-offensive et de solidarité internationale dans une conception adaptée à notre époque: un internationalisme de nouvelle génération. Un tel internationalisme doit se construire dans le concret et dans la durée. Il a été décidé d'une rencontre lors du Forum social de Belém en janvier 2009. Un élan a été donné. D'autres rencontres et initiatives seront organisées. Ce nouvel internationalisme concerne aussi la solidarité nécessaire avec l'ensemble des partis communistes et des forces progressistes des DOM-TOM.

L'AVENIR DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Faut-il, dans ces conditions et avec de telles ambitions une force politique pour animer ce combat ? Nous le pensons.

Nous voulons repenser l'avenir du PCF en lien direct avec les exigences du monde actuel et du projet tel que nous le définissons aujourd'hui.

Penser les bouleversements du monde, quand tant de forces veulent enfermer cette pensée ; faire de la politique une grande affaire populaire et citoyenne quand tout est fait pour éloigner le plus grand nombre de nos concitoyens de la politique ; élaborer des idées d'émancipation quand tout est fait pour les discréditer ; unir des forces de transformation susceptibles de porter un projet politique quand tout est fait pour les diviser, les opposer ; construire des majorités de changement quand l'état de la gauche donne le sentiment que c'est impossible...tout cela appelle une organisation, un parti qui mette en commun et rende efficace l'énergie de celles et ceux qui veulent contribuer à cette construction.

Dire le besoin de cette force dans les conditions d'aujourd'hui ne suffit pas. Les questions que nous nous posons sur l'avenir de notre parti sont de même ampleur que celles qui nous poussent aujourd'hui à repenser le monde, l'espérance révolutionnaire, les processus de changements, la place qu'ils doivent faire à l'intervention populaire. Nous aussi, nous devons changer d'époque.

Crise de projet, crise de la politique, crise de la gauche, crise des partis politiques, crise du communisme et du PCF... nous sommes confrontés à de tels défis, qu'il nous faut aussi nous révolutionner pour construire, à partir du meilleur de ce que nous sommes, une force porteuse d'avenir, identifiée à un projet d'émancipation

du XXI^{ème} siècle, unie sur ce projet. Une force dynamique, capable de mettre sa créativité politique au service de l'intervention populaire, de larges rassemblements à vocation majoritaire, ouverte à toutes celles et ceux qui souhaitent s'engager dans ce combat.

Avec un réseau de dizaines de milliers de militants, répartis sur l'ensemble du territoire et des milliers d'élus, Le PCF dispose d'atouts indéniables. Des acquis précieux, que nous ne voulons pas perdre. Il est une force qui compte et que nous voulons renforcer. Mais son affaiblissement des trente dernières années montre combien il lui faut se renouveler pour que des millions de nos concitoyens, et notamment la jeunesse, reconnaissent en lui une utilité et une efficacité.

Pour répondre aux défis de changement qui s'imposent à nous, nous faisons le choix du PCF et de sa profonde transformation pour devenir cette force. La voie des transformations du PCF nous apparaît plus féconde que celle de la recherche de la constitution d'un autre parti aux contours incertains.

Avec ambition nous engageons ce chantier de transformations novatrices du PCF. Il fera appel à la créativité politique des communistes et sera placé sous leur souveraineté. Il poussera le travail sur la nature des évolutions, des transformations, des ruptures nécessaires.

🔴 UN CHOIX COMMUNISTE DU XXI^{ÈME} SIÈCLE.

Nous devons affronter une contradiction évidente. Nous pensons que le communisme doit continuer d'être une référence fondamentale de notre action. Le communisme a beaucoup apporté aux combats d'émancipation. Dans notre pays, le PCF, depuis sa création, a largement contribué au développement des libertés et aux grandes conquêtes sociales. Aujourd'hui, les valeurs de mise en commun, la volonté de mettre fin aux exploitations, aux aliénations et aux dominations prennent de l'actualité avec les évolutions du monde actuel. Notre visée, repensée à l'aune des enjeux contemporains, conserve toute son actualité.

Mais il nous faut en même temps reconnaître que la crise du communisme brouille la perception des valeurs qui sont les nôtres et notre image. Il nous faut analyser avec lucidité les éléments objectifs et subjectifs de cette des difficultés auxquelles nous sommes confrontés notamment : les échecs tragiques des expériences qui se sont réclamées du communisme au XX^{ème} siècle ; le poids persistant dans les représentations de nos concitoyens du rapport qui a été le nôtre avec le modèle soviétique, l'écart considérable qui sépare notre vision du communisme d'expériences, d'ailleurs elles-mêmes fort différenciées, qui s'en réclament aujourd'hui ; les difficultés politiques que connaissent aujourd'hui nombre de partis communistes dans le monde, et leur grande hétérogénéité.

Assumer notre choix communiste aujourd'hui, à partir d'une analyse renouvelée et actualisée du monde, nous renvoie donc au besoin impérieux de confronter ce qui est à dépasser, et ce qui est en train d'émerger pour faire vivre une conception neuve du communisme, de partage et de liberté pour chacune et chacun, en somme une espérance révolutionnaire en prise avec les réalités et les aspirations de notre temps.

Nous devons faire beaucoup plus pour donner sens à notre projet contemporain, sans en rester aux mots, pour au contraire leur donner du sens dans leur pleine actualité; pour rendre visible au plus grand nombre, notamment aux jeunes, que la continuité de notre choix s'accompagne de ruptures, fondatrices d'une nouvelle conception du communisme. Nous ne nous reconnaissons dans aucune expérience, passée ou actuelle, qui nie les droits de la personne, ne serait pas fondée sur le respect de toutes les libertés fondamentales et la volonté de développer la démocratie comme ressort du développement humain. Oui le sens profond de notre action est bien d'aller vers une société et un monde d'émancipation humaine. Nous devons faire vivre cet idéal comme une perspective qui en permanence guide notre action.

Tant que notre démarche communiste ne sera pas perçue pour ce qu'elle est aujourd'hui, notre combat sera entravé. Nous devons changer notre image, notamment en nous engageant à retravailler les symboles qui nous identifient dans la société afin qu'ils puissent mieux donner à voir le communisme du XXI^{ème} siècle qui est le nôtre.

🔴 UN PARTI ANCRÉ DANS LES ENJEUX CONTEMPORAINS ET LE DÉBAT D'IDÉES.

De l'analyse du monde que nous esquissons aujourd'hui découle une exigence : il nous faut reprendre avec une vigueur renouvelée et avec constance un travail d'analyse, un effort théorique pour comprendre les bouleversements du monde, saisir ses contradictions. Le mouvement populaire a plus que jamais besoin d'une pensée émancipée de l'idéologie dominante, une pensée créative, imaginative, en perpétuel mouvement. Nous devons y contribuer en faisant de la confrontation d'idées un atout. La pertinence de notre

projet est une condition de notre efficacité. L'actualisation de notre projet, son ancrage dans les enjeux contemporains suppose un éveil permanent aux réalités émergentes, aux innovations, une culture de travail, de recherche théorique, de débat, de confrontation d'idées, d'expérimentations, une ouverture résolue à toutes les énergies intellectuelles et militantes qui veulent penser les enjeux de dépassement du système capitaliste.

Nous devons traduire cette volonté politique sans tarder en actes, en repensant progressivement les lieux et les outils de ce travail théorique et intellectuel permanent, en donnant à voir cette ambition dans la société, en étant beaucoup mieux un lieu où se confrontent toutes les pensées émancipatrices, celles issues de la pensée de Marx, qui nous a fondé et connaît aujourd'hui un renouvellement important dans le monde, et toutes celles qui émergent dans les bouleversements de la pensée et du monde actuels. Ce bouillonnement doit aller de pair avec une meilleure mise en commun des expériences militantes pour construire du savoir de la pensée et un véritable intellectuel collectif.

Nous devons dans le même esprit répondre à la demande d'un travail de formation militant, qui mêle théorie et pratique, beaucoup plus exigeant. Nous restructurons pour cela un dispositif de formation moderne et adapté à tous les niveaux du Parti et nous en faisons une de nos priorités.

Il nous faudra utiliser toutes les compétences et se doter des outils informationnels (visioconférence, cyber-école) pour offrir dès la section cette formation jusqu'à une offre permanente au niveau national.

Dans le débat des idées l'Humanité et l'HD sont des outils indispensables d'information et des appuis pour les luttes. L'ensemble de la presse communiste doit prendre toute sa place dans l'activité militante des communistes, en ayant notamment l'ambition de créer des comités de diffusion._

🚩 UN PARTI D'ACTION, DE LUTTES ET D'INTERVENTION POPULAIRE ET CITOYENNE

Pour placer la démocratie, l'appropriation populaire des objectifs et des conditions du changement, les efforts de rassemblement au cœur de notre projet politique, toute notre activité doit être prioritairement tournée vers la mise en mouvement de l'intervention populaire. Parti d'action, impliqué dans la construction des luttes, nous voulons aider cette intervention à se déployer comme mouvement politique et à nourrir son élaboration. Cela implique un effort de créativité et d'ouverture sur des formes de l'engagement politique dans la société d'aujourd'hui, plus participatives, plus démocratiques, plus diversifiées.

Et parce que nous faisons de la réappropriation de la politique par le peuple une clé du changement, nous voulons recréer une activité d'une toute autre ampleur dans et autour des lieux de travail et dans les quartiers populaires où elle fait gravement défaut, en cherchant à mieux comprendre pour y parvenir les potentiels mais aussi les obstacles nouveaux qui se dressent devant cet objectif.

Une priorité de nos efforts doit porter sur l'implantation et le renforcement du parti dans les lieux de travail, les bassins d'emplois, par filières et par secteurs d'activité. Elle constitue un enjeu essentiel dans la construction du rassemblement pour changer la société. L'objectif est d'y faire vivre notre projet et notre stratégie à partir de l'ensemble des préoccupations des salariés, depuis les questions liées au travail et à la vie quotidienne jusqu'aux enjeux planétaires.

A partir de nos expériences, la coordination de notre activité dans ces lieux de travail et dans les quartiers populaires, devra être réorganisée et mieux impulsée, et un des objectifs sera la création de structures de proximités (sections, cellules, collectifs, réseaux, points de rencontres,..)

Tout cela signifie également que nous devons tourner davantage le fonctionnement de toutes nos structures (cellules, sections, fédérations, collectifs...) vers l'aide à la créativité et au rayonnement militant de chaque adhérent et de chaque élu : dans leurs lieux de vie et d'activité, dans les structures de proximité ou les réseaux dans lesquels ils agissent, dans les territoires ruraux et urbains dans lesquels ils sont ancrés. Nous devons, pour favoriser l'engagement, donner à chacune et chacun les moyens de déployer l'action politique, le débat de propositions, le rassemblement du plus grand nombre.

Cet effort vise également à favoriser l'intervention politique des militants à l'échelle européenne et mondiale notamment dans le cadre des activités du Parti de la Gauche Européenne, du groupe Gauche Unitaire Européenne/Gauche Verte Nordique et de la mise en pratique d'un nouveau type d'internationalisme.

En retour, l'élaboration de nos orientations doit donner à une grande place à leurs réflexions, à leurs suggestions, à la confrontation et à la diffusion de leurs expériences. La mise en commun de cette activité sans cesse démultipliée doit être sensiblement renforcée pour permettre de lui donner force, sens et efficacité. Les différents échelons de coordination, local, départemental, régional, national doivent mieux jouer leur rôle en ce sens, en s'appuyant davantage sur la richesse de l'expérience militante. Les collectifs

de travail du Conseil national notamment doivent s'attacher à toujours mieux associer l'ensemble du potentiel créatif militant dans sa diversité d'expériences, avec plus de transversalité, et veiller à ce que ces expériences et leurs productions soient mises à disposition de tous. Des nouveaux outils de circulation de l'information doivent être mis en place pour cela.

Sur le plan de l'expression publique du Parti nous engageons un travail pour mutualiser les expériences et les connaissances avec l'engagement de notre part d'une véritable communication politique communiste en rapport avec notre époque et nos ambitions.

🔴 UNE FORCE OUVERTE ET RENOUVELÉE.

Devenir le parti porteur de ce projet, regagner en influence, c'est devenir un parti bien plus large en nombre et en diversité de forces militantes. Cela ne va pas de soi. Il nous faut décider de donner à cette ambition le sens d'une initiative politique majeure, d'une campagne nationale, visibles dans la société :

En ouvrant le Parti communiste aux femmes et aux hommes de gauche qui cherchent les voies d'un combat plus efficace, aux salariés dans leur diversité d'aujourd'hui, à toutes celles et ceux qui veulent transformer l'ordre actuel sans avoir forcément la même histoire, les mêmes références, la même culture que nous.

En faisant en sorte que ces adhérentes et ces adhérents se sentent pleinement à l'aise dans un parti qui les respecte à égalité avec tous les autres.

En nous tournant vers celles et ceux qui ont quitté le Parti communiste et travailler avec eux à trouver les moyens pour qu'ils prennent leur place.

Ouvrir et renouveler le parti, c'est aussi donner la pleine mesure de notre engagement féministe, que nous conjugons désormais au combat anticapitaliste au lieu de l'y subordonner. Etre vraiment un tel parti, c'est rompre en notre sein avec un modèle et des pratiques issus d'une époque où les femmes étaient minorées, voire absentes de la représentation politique, sans parité. La fragilité de nos progrès en la matière doit nous tenir en alerte.

Ouvrir et renouveler le parti, c'est, dans toutes nos pratiques, nos luttes et notre organisation faire du combat contre le racisme et toute forme de discrimination une constante de notre existence. Créer les conditions pour que la représentation politique à des postes d'élus ou de responsabilité dans le Parti porte la diversité à l'image de la société.

🔴 LE PARTI PRIS DE LA JEUNESSE.

Nous engageons un travail d'ampleur, durable, visible avec la jeunesse, qui cherche les voies d'un engagement politique renouvelé, que nous pouvons aider à faire émerger en favorisant leur implication directe. Ce renouvellement ne peut se faire sans la démonstration de l'action collective et leur implication dans les organes de direction.

Au travail, dans les quartiers populaires, les lycées, les universités, nombreux sont les jeunes à la fois très proches des engagements qui sont les nôtres et très éloignés de nos traditions d'engagement et d'expressions politiques. Ce sera, en coopération et dans le respect de l'autonomie du MJCF et de l'UEC, un axe prioritaire du renouvellement et de transformation du parti communiste.

Porteurs d'espoirs et impliqués dans les luttes de la jeunesse, les jeunes communistes sont une force pour crédibiliser la perspective de transformation révolutionnaire de la société.

Pour nous y inscrire, nous devons privilégier l'écoute, le débat, les formations, les encourager et les accompagner afin de favoriser leurs capacités de création d'initiative.

Mettons collectivement en lumière chaque jour notre parti pris de la jeunesse par le renouvellement, la mise en responsabilités, surtout quand elle bouscule les habitudes acquises.

🔴 UN PARTI ACTIF ET CRÉATIF DANS TOUS LES LIEUX DE DÉCISIONS.

Pour transformer la société, nous faisons le choix de participer concrètement à la gestion et œuvrons à une conception nouvelle et démocratique des politiques publiques, des institutions à tous les niveaux, une nouvelle république, une autre Europe, un autre monde. Les élus communistes, leurs partenaires, sont des

militants qui mettent leur mandat électif au service de la population de leur territoire en faisant vivre nos valeurs de justice sociale, d'égalité, de fraternité et de solidarités. Ils sont à l'initiative d'actions et constituent un point d'appui aux luttes menées dans l'intérêt de la population.

Mais leur principal atout est de parier sur des pratiques et des conceptions de démocratie participative, d'intervention citoyenne et d'exercice de leur mandat. Par leur expérience et leur créativité, ils démontrent qu'il est possible d'assumer des responsabilités et de faire de la politique autrement, de construire des pôles de résistance, d'expérimentation de rassemblement et de pratiques politiques renouvelées fondées sur la co-élaboration, le partage des décisions entre élus et citoyens. Cela ne se fait pas sans débats, ni parfois contradictions. Renforcer leur nombre, créer de nouveaux rapports de force, s'appuyer sur leur place et leur rôle sont un atout formidable. Leurs expériences sont sources de réflexion et de richesses pour le parti et réciproquement. Leur partage implique de développer des pratiques de travail en commun entre élus, adhérents et responsables communistes.

📌 UNE FORCE SOLIDAIRE, UN PARTI D'ÉDUCATION POPULAIRE ET DE PROMOTION CULTURELLE.

Notre engagement est aussi un engagement éthique, fait de valeurs que nous voulons faire vivre au quotidien. Nous ne sommes pas un parti qui renvoie l'émancipation à demain, qui en attendant sacrifierait ses militants. L'engagement militant qui est le nôtre est une source d'épanouissement dont il faut refuser le dénigrement. Oui nous avons besoin d'un militantisme renouvelé, innovant, imaginatif, audacieux et fraternel. Partageons les expériences positives de notre activité. La solidarité au quotidien, dans la cité, sur le lieu de travail, la convivialité, l'accès à la connaissance, à la culture, l'éducation populaire, le partage des savoirs sont des dimensions importantes de la vie et de l'activité d'un parti comme le nôtre, de ses rapports à la société. Les structures du Parti doivent être des pôles d'initiatives d'éducation populaire pour permettre au plus grand nombre de « comprendre le monde pour pouvoir agir ».

📌 UN PARTI DÉMOCRATIQUE, OÙ LES ADHÉRENTS SONT SOUVERAINS

La vie démocratique de notre parti traverse un moment critique. Nous n'avons pas su, dans la dernière période, notamment au niveau de la direction nationale qui est fortement critiquée sur ce point, allier trois exigences indispensables : le respect de la diversité et la libre expression des opinions dans les débats que nous considérons désormais comme un acquis irréversible ; le respect des décisions majoritaires ; et l'efficacité dans le travail comme dans l'action.

Des changements doivent être apportés dans plusieurs directions :

1/ Donner à chaque adhérent la réelle maîtrise des débats, qui se font jour en les assumant plus clairement, en favorisant par de nouveaux outils la circulation permanente et transparente des idées en présence, la transversalité et les échanges d'expériences.

2/ Garantir, entre les congrès, la consultation et la souveraineté des adhérents, pour trancher ces débats quand cela est nécessaire.

3/ La tenue entre deux congrès d'une ou plusieurs Assemblées nationales des délégués de section. Une Assemblée nationale qui soit, à la fois, un rendez-vous permettant de faire un bilan d'étape sur la mise en œuvre de nos orientations, un lieu d'échanges sur les expériences en cours et l'occasion de définir des initiatives fortes pour l'année à venir.

4/ Mieux assurer la cohérence et l'efficacité du travail des communistes, des directions à tous les niveaux quand les décisions majoritaires sont prises et qu'elles deviennent donc le bien commun des communistes. Le fonctionnement même de la direction nationale sera modifié en ce sens.

5/ Sur la base de l'exigence d'une profonde transformation démocratique de notre Parti et des expérimentations que nous engageons, une commission nationale sera créée dès après le congrès sous la responsabilité du conseil national. Composée notamment de secrétaires de section, de responsables de fédération, d'élus ... Elle impulsera un travail de réflexion, libre et respectueux de tous, avec les communistes sur le militantisme du XXI^{ème} siècle, sur les transformations nécessaires du PCF et la révision de nos statuts. Les communistes seront associés et consultés au fur et à mesure de l'avancée du processus.

Les communistes ont l'ambition de faire face avec audace et créativité à la crise de la politique, de la gauche, et du communisme lui-même, pour permettre à des centaines de milliers de femmes et d'hommes, qui veulent agir pour dépasser le capitalisme, de s'engager politiquement.

Aujourd'hui nous nous tournons résolument vers les jeunes, les salariés, les hommes et les femmes des quartiers populaires, des milieux ruraux, les militants syndicalistes, associatifs, les gens de cultures les intellectuels. Vers les hommes et les femmes qui veulent une gauche qui s'assume, vers celles et ceux qui souffrent au quotidien des logiques capitalistes et qui entendent agir pour faire prévaloir contre ce système une perspective d'émancipation humaine._